

Running Water

SPECIAL LOMÉ

West African bulletin on Integrated Water Resources Management
Bulletin Ouest Africain de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Septembre 2007
September 2007, n° 15

ASSEMBLEE DES PARTENAIRES DU GWP AFRIQUE DE L'OUEST

Un engagement renouvelé pour la GIRE dans la région



ASSEMBLY OF PARTNERS OF GWP WEST AFRICA

A renewed commitment for IWRN in the region

Editorial / Editor's Word

..... 5

L'Actualité / IWRM News

**Le GWP/AO et la CEDEAO
se rapprochent officiellement**
*GWP/WA and ECOWAS
get closer officially*

..... 6

Atelier régional de l'ABN
NBA Regional workshop

..... 7

Assemblée des Partenaires / Assembly of Partners

**D'une année à l'autre: Le réseau Ouest
Africain se porte de mieux en mieux**
*From one year to another: The West African
Network is getting stronger all the time*

..... 8

**Faire du droit d'accès à l'eau
un droit humain**

*Making the right of access to water
a human right*

..... 12



3



Assemblée des Partenaires / Assembly of Partners



Construire un réseau de partenaires dévoués

Building a network of committed partners

..... 14

Rencontre des PNE à Lomé Détermination réaffirmée

*Meeting of CWP's in Lomé
Determination reaffirmed*

..... 17



Audience du Ministre

Audience of the Minister

..... 18

Réactions/Reactions

Des participants donnent leur point de vue après l'A.G.

The view point of some partners after the meeting

..... 19

Point de Mire / Target

Que retenir de la mise en place des PNE dans la région ?

What do we learn from the establishment of CWP's in the region?

..... 27



Directeur de la publication
Managing Editor
Madiodio NIASSE

Rédacteur en chef
Chief Editor
Sidi COULIBALY

Secrétaire de rédaction
Assistant Editor

— S. C & STUDIO YIPIN CRÉATIONS —

GWP/WAsecrétariat

03 BP 7112 Ouagadougou Burkina Faso

Tél : (226) 50 36 62 12- Fax : (226) 50 36 62 08 – E-mail : watac@fasonet.bf

GWP-WA Secretariat :

D. Mogbanté (S.E.), A. Traoré (Adm.),
B. Lamizana (Programme)
S. Coulibaly (Com.)

Ont collaboré à ce numéro / Collaborators :

Assitan Tandia, Lekan Oyebande

Membres du Comité de rédaction / Editorial board

Mame Dagou DIOP NDIAYE, WETLANDS Int.
Ben AMPOMAH, Ghana Water Resources Commission
Sidi COULIBALY, GWP/WA

Marie QUENUM KANGAMBEGA, CREPA
Mahamane Moustapha ADAMOUC, Université de Niamey

Crédit photos : GWP-WA, Sidi Coulibaly

Edition / Publication : Studio Yipin Créations : 01 BP 4339 Ouaga 01 - Tél : (226) 50 31 23 20 - BF



Chers partenaires et lecteurs de Running Water,

A la suite de Bamako en 2002 et Niamey en 2005, l'Assemblée des Partenaires du GWP/Afrique de l'Ouest vient de se tenir à Lomé. Cette dernière AG confirme l'évolution positive dans la mise en pratique de la GIRE dans notre sous-région et dans le renforcement du partenariat. Ces deux dernières années ont vu le GWP Afrique de l'Ouest poursuivre son accompagnement aux efforts des pays dans les processus d'élaboration de plans nationaux GIRE dans le cadre des programmes de développement de l'eau en Afrique (PAWD). Au Mali, le document de plan GIRE est déjà disponible et attend son adoption par le gouvernement et au Sénégal, le document sera bientôt validé et soumis au gouvernement. Au Bénin et au Cap Vert le processus suit son cours et devrait aboutir au cours de l'année prochaine.

Une des leçons que nous tirons déjà de cette exaltante mission et de la collaboration avec les Etats est que l'implication de tous les acteurs (étatiques et non étatiques) est d'une importance critique dans la mesure où sans elle, il ne peut y avoir une appropriation du produit (le Plan GIRE) par les parties concernées. Et sans appropriation, on le sait, il ne peut y avoir de résultat durable. Le GWP/AO, à travers les PNE impliqués dans la formulation des PAGIRE, a maintenant acquis une grande expérience dans la mobilisation sociale.

Le GWP/AO a également œuvré à la mise à la disposition des partenaires de références de base en la matière avec l'étude de capitalisation sur le processus PAGIRE du Burkina. Ceci s'ajoute aux résultats du programme de gouvernance mené dans quatre pays : Ghana, Niger, Burkina et Bénin

Le financement par l'Union européenne de notre programme intitulé «Partenariat pour l'amélioration de la Gouvernance de l'Eau en Afrique de l'Ouest (PIWaG)» ouvre de nouvelles perspectives. La mise en œuvre de ce programme devrait permettre au GWP/Afrique de l'Ouest de faire mieux là où notre partenariat est déjà présent, mais aussi de faire plus en couvrant d'autres pays dans notre sous région.

Ce ne sont là que quelques éléments du bilan et des perspectives du GWP/AO qui ont fait l'objet d'un examen critique de la part des partenaires lors des assises de Lomé. Les recommandations des rencontres de Lomé vont, j'en suis convaincu, permettre d'impulser un nouvel élan au Partenariat Régional. Les échanges auxquels nous avons assisté sont porteurs de grande espérance sur les potentialités et les ressources humaines et techniques de notre région.

Le présent numéro de Running Water rend compte des grands moments du déroulement des assises de Lomé : réunion des Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) tenue le 9 mai 2007 ; réunion du Comité de Pilotage les 8 et 9 mai 2007 ; audience du Ministre Togolais de l'eau et des ressources hydrauliques ; l'Assemblée des Partenaires à proprement parler.

Les rencontres de Lomé ont permis au GWP/AO de renouveler et renforcer sa gouvernance interne, ce qui prépare notre réseau régional à mieux jouer son rôle de cadre privilégié de concertation sur la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest.

Je voudrais avant de terminer une fois encore remercier tous les partenaires qui nous ont accompagnés et vont continuer de le faire au cours des prochaines années.

Madiodio NIASSE
Président GWP/OA

Dear partners and readers of Running Water,

Further to Bamako 2002 and Niamey 2005, the Assembly of GWP/ West Africa Partners had taken place in Lomé. The latter GA is a confirmation of the positive development towards practical application of IWRM in our subregion and strengthening of partnership. These two last years saw GWP West Africa continue its support to the efforts of countries in the development processes of country IWRM plans as part of the programmes of water development in Africa (PAWD). In Mali, the document of IWRM plan is already available and awaits approval by the government. In Senegal, the document will be soon validated and laid before the government. In Benin and Cape Verde, the process takes its course and should end up next year.

One of the lessons, which we already learn from this exciting mission and collaboration with the countries, is that involving all the players (official and nonofficial) is of critical importance insofar as without it, there cannot be an appropriation of the product (IWRM Plan) by the parties concerned. In addition, without appropriation, it is known, there cannot be sustainable result. GWP/WA, through CWP's involved in the formulation of PAGIRE, now acquired strong experience in social mobilization. GWP/WA also got down working to provide partners with basic references on the matter with the capitalization study of Burkina Faso PAGIRE process. This adds on the results of the programme of water governance carried out in four countries: Ghana, Niger, Burkina and Benin.

Financing by the European Union of our programme called "Partnership for the improvement of Water Governance in West Africa (PIWaG)" opens new perspectives. The implementation of this programme should allow the GWP/West Africa to do better, where our partnership is already present, but also to do more by covering other countries in our subregion.

These are only some elements of GWP/WA assessment and way forward, which was the subject of a critical examination by partners at the meeting of Lomé. Recommendations of the meetings of Lomé, I am convinced, will impart new momentum to the Regional Partnership. The exchanges were intended to bring great hope for the potentialities and human and technical resources of our region.

This issue of Running Water accounts for the great moments in the meeting of Lomé: meeting of Country Water Partnerships (CWP) held on 9 May 2007; meeting of the Steering committee 8 and 9 May 2007; audience with the Togolese Minister of water and hydraulic resources; and the Assembly of Partners itself on 10 and 11 May 2007.

The meetings of Lomé allowed the GWP/WA to renew and reinforce its internal governance, which prepares our regional network better to undertake its role of privileged collaborative framework for water resources management in West Africa.

Before ending this preamble, I would like to thank once again all those partners who supported us and will continue to do so in the coming years.

Madiodio NIASSE
Chair GWP/WA

Le GWP/AO et la CEDEAO se rapprochent officiellement

Signature mardi 5 juin 2007 d'une convention de coopération entre la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Partenariat Ouest Africain de l'Eau (GWP/AO). Le document a été paraphé par le Président de la commission de la CEDEAO, M. Mohamed IBN CHAMBAS, et par le Secrétaire Exécutif du GWP/AO, M. Dam MOGBANTE. La cérémonie s'est déroulée dans la salle de Banquets de Ouaga 2000 au Burkina Faso où sont basés le Secrétariat Exécutif du GWP/AO et l'Unité de Coordination des Ressources en Eau (UCRE), le département de la CEDEAO en charge des ressources en eau.

M. Mohamed IBN CHAMBAS a qualifié l'évènement de « hautement significatif ». Aussi, a-t-il tenu à remercier très chaleureusement toutes celles et ceux qui par leur engagement au service de la gestion durable des ressources en eau ont rendu la signature possible. Il a précisé qu'il « s'agit de sceller les liens de solidarité et de coopération au profit du développement économique et social durable de la sous région et au bénéfice des populations

rurales en particulier ». Selon lui, « notre espace économique présente un tableau très préoccupant qui exige la mobilisation de toutes les forces vives de nos nations respectives.(...) Il convient dès lors d'avoir constamment à l'esprit le caractère stratégique de nos ressources en eau dans le processus de nos prises de décisions afin d'assurer

un développement harmonieux et continu de nos pays sans hypothéquer l'avenir des générations futures. » M. IBN CHAMBAS a relevé par ailleurs que cette signature n'est que le renforcement d'une collaboration déjà établie depuis 1998, début du processus officiel de la GIRE en Afrique de l'Ouest.

M. Dam MOGBANTE, Secrétaire Exécutif du GWP/AO a salué le président de la commission de la CEDEAO de l'honneur qu'il fait d'être à cette cérémonie, preuve de l'importance qu'accorde la CEDEAO à la collaboration avec le GWP/AO. Ce partenariat permettra au GWP/AO de bénéficier de l'appui politique important de la CEDEAO pour lui et ses 11 PNE. Il a remercié M. Rui SILVA, le Directeur de l'Unité de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO qui met tout en œuvre pour faciliter le processus de rapprochement entre la



GWP/WA and ECOWAS officially closer

Signing on Tuesday 5 June 2007 of a Memorandum of Understanding between the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the West African Water Partnership (GWP/WA): the agreement was signed by the Chair of the ECOWAS commission, Mr Mohamed IBN CHAMBAS, and by the Executive Secretary of the GWP/WA, Mr Dam MOGBANTE on behalf of their respective organizations. The ceremony took place in Banquet room of Ouaga 2000 in Burkina Faso. The GWP/WA Executive Secretariat and the Water Resources Coordination Unit (WRCU) of the ECOWAS department in charge of water resources are both based in Ouagadougou.

Mr Mohamed IBN CHAMBAS described the event as "highly significant". In addition, he insisted on

thanking cordially all those men and women who by their engagement for sustainable water resources management enabled the signing to come to light. He described the occasion as one of sealing the ties of solidarity and cooperation for the sustainable economic and social development of the sub-region and for the rural people in particular". According to him, "our economic region presents a very alarming picture which requires the mobilization of the active forces of all of our nations. It is therefore advisable to keep constantly in mind, the strategic nature of our water resources in the process of our decision-makings in order to ensure harmonious and continuous development of our countries without mortgaging the future of future generations". Mr IBN CHAMBAS affirmed that the appending of signatures to the agreement is only strengthening the collabo-

ration already established since 1998, at the beginning of the IWRM official process in West Africa.

Mr Dam MOGBANTE, GWP/WA Executive Secretary saluted the chair of ECOWAS commission for doing them the honour of attending this ceremony, an evidence of the importance that ECOWAS attaches to collaboration with GWP/WA. He noted that the partnership will enable GWP/WA to use the significant political support from the ECOWAS for itself and its 11

CWPs. He thanked Mr Rui SILVA, the Director of ECOWAS Water Resources Coordination Unit who worked hard to facilitate the process of narrowing the gap between the ECOWAS and the regional institutions of the water sector.

When asked by Running Water, Dr SILVA made it clear that this signing is the formalization of long-standing relationships. It will allow both institutions, in this case the WRCU and GWP/WA, "to work within a formal frame-



CEDEAO et les institutions régionales du secteur de l'eau.

Interrogé par Running Water, le Dr SILVA a laissé entendre que cette signature est la formalisation de relations existantes depuis toujours. Ce qui, dit-il, va permettre aux deux institutions, en l'occurrence l'UCRE et le GWP AO, « de travailler dans un cadre formel avec un fort accent politique et de mettre ensemble les moyens propres et les efforts pour en mobiliser afin d'atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés ». Le commissaire au développement de la CEDEAO, M. Ousseini Salifou, a affirmé, pour sa part, que cette signature d'accord de coopération est importante pour les deux institutions.

« Le GWP Afrique de l'Ouest est un partenaire technique qui a beaucoup d'expertises dont la CEDEAO ne peut se passer. La CEDEAO entend profiter de tous les bras techniques pour la mise en œuvre de ses activités », a-t-il confié à Running Water.

Au cours de la même cérémonie, un accord de coopération similaire a été signé entre la CEDEAO et le ZIE, l'ex Groupe EIER-ETSHER dont le Directeur Général M. Paul GINES a paraphé le document.

Compte rendu de Assitan TANDIA

work with a strong political note and to pool their own resources and efforts to further mobilize in order to achieve the laid down goals. “.

ECOWAS Commissioner in charge of development, Mr Ousseini Salifou, declared, for his part, that the signing of this cooperation agreement is significant for both institutions

«GWP West Africa is a technical partner with lots of expertise which the ECOWAS cannot do without. He further told Running Water that ECOWAS intends to use all the technical expertise for implementation of its activities. During the same ceremony, a similar cooperation agreement was signed between ECOWAS and ZIE, the former EIER-ETSHER Group whose General Manager Mr. Paul GINES initialled the document.

Report of Assitan TANDIA

Atelier régional de l'ABN

L'Autorité du Bassin du fleuve Niger (ABN) a organisé du 12 au 15 juin 2007 un atelier technique régional pour examiner et valider les études de la phase 2 du processus de la Vision partagée. Il s'agissait de trois documents : le Schéma directeur d'aménagement et de gestion du PADD, l'Etude du bilan diagnostique du Cadre législatif et institutionnel de gestion des ressources en eau du bassin du Niger et enfin l'étude d'élaboration du Programme d'Information et de Communication de l'ABN.

Après un examen minutieux les participants ont jugé les deux premiers documents (rapport provisoire du Schéma directeur d'aménagement et de gestion du PADD ainsi que l'Etude du bilan diagnostique du Cadre législatif et institutionnel de gestion des ressources en eau du bassin du Niger) satisfaisants conformément aux termes de référence, et les ont par conséquent validés sous réserve de la prise en compte des observations, critiques et amendements.

Après une série de critiques nourries, l'atelier a rejeté le rapport provisoire de l'étude d'élaboration du Programme d'Information et de Communication de l'ABN et instruit le Secrétariat Exécutif de l'ABN à prendre toutes les dispositions nécessaires pour la

conduite à terme de cette étude.

L'atelier a, à la fin des travaux, félicité les représentants de la Société civile des Etats membres du bassin pour la qualité de leur participation aux débats et les a encouragés à persévérer dans leurs efforts d'organisation et de mise en place d'un mécanisme de participation aux côtés des Etats pour la réussite du processus de la Vision partagée.

En prélude à cet atelier de l'ABN, la coordination régionale chargée de la mission de soutien à l'implication de la société civile dans le processus de vision partagée a organisé le 11 juin 2007 une concertation des usagers(ères) des ressources naturelles du bassin. Cette rencontre a permis aux représentants de la société civile des Etats membres de l'ABN de donner leur avis sur les documents d'étude. Cette initiative soutenue par le Secrétariat Exécutif de l'ABN a été unanimement saluée par tous les Etats membres ainsi que les partenaires techniques et financiers. Le consortium Eau Vive/GWP AO/SIE assure la coordination de ce volet pour l'implication de la société civile.

Sidi Coulibaly



NBA Regional workshop

The Niger Basin Authority (NBA) convened from 12 to 15 June 2007 a regional technical workshop to consider and validate the studies of phase 2 in the process of shared Vision. There were three documents: SDAP planning and development blueprint, the report on the situation analysis of the legal and institutional Framework of water resources management in the Niger basin and finally the study on the development of NBA Information and Communication programme. After a careful consideration, participants considered the first two documents (provisional report on SDAP planning and development blueprint as well as the Report on the situation analysis of the legal and institutional Framework of water resources management in the Niger basin) as satisfactory under the terms of reference. The workshop thus validated them subject to adequate rectifying of observations, criticisms and proposed amendments.

After a series of lively discussion, the workshop rejected the provisional report on study for the development of NBA Infor-

mation and Communication Programme and informed the NBA Executive Secretariat to make all the needed arrangements for finalisation of this study.

The workshop, at the end of deliberations congratulated the representatives of the civil society of Basin Member States for the quality of their participation in debates and encouraged them to persevere in their efforts of organization and establishment of a mechanism for participatory work along with the States for success of the shared vision process.

As a prelude to this NBA workshop, the regional coordination in charge of the mission of getting the civil society to be involved in the process of the shared vision organized on 11 June 2007 a consultative meeting of users of the basin natural resources. This meeting allowed the representatives of the civil society of NBA member States to express their opinion on the study documents. All the member States as well as the technical and financial partners unanimously praised this initiative supported by NBA Executive Secretariat. The Eau Vive/ GWP-WA/ SIE consortium ensures coordination of this component towards involving the civil society.

Sidi Coulibaly

D'une année à l'autre: Le réseau Ouest Africain se porte de mieux en mieux

Plus de soixante dix (70) délégués représentant les 11 PNE, les institutions partenaires du GWP/AO et une délégation du Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique Centrale ont pris part à l'Assemblée Générale biennale des Partenaires du Partenariat Ouest Africain de l'Eau. La réunion s'est tenue les 10 et 11 mai 2007 à Lomé au Togo.

La rencontre était placée sous le haut patronage de M. MAGANAWÉ Yao Florent, Ministre togolais de l'Eau et des Ressources Hydrauliques. Elle a été rehaussée par la présence de M. Emilio Gabbrielli, Secrétaire Exécutif du Partenariat Mondial de l'Eau (GWP).

Cette assemblée avait pour objectifs : d'approfondir les programmes d'actions des Partenariats de l'Eau, en rapport avec leur mission et le financement de leurs activités ; d'approfondir les connaissances et les échanges sur le fonctionnement des PNE et leur interaction avec les structures de l'Etat ; de faciliter le partage des connaissances et expériences de la GIRE entre tous les acteurs nationaux ; d'impliquer les partenaires dans la bonne marche des partenariats nationaux ; d'informer les partenaires sur les initiatives relatives à l'eau en cours en Afrique de l'ouest ; d'adopter le Règlement Intérieur du GWP/AO ; de renouveler les organes du GWP/AO et de relire certains articles des statuts du GWP/AO.



From one year to another: The West African Network is getting stronger all the time

More than seventy (70) delegates representing the 11 CWP, GWP/WA partner institutions and a delegation of Regional Water Partnership of Central Africa attended the biennial General Assembly of Partners of the West African Water Partnership. The meeting held on 10 and 11 May 2007 in Lomé in Togo.

The meeting was placed under the high patronage of Mr MAGANAWÉ Yao Florent, Togo Minister of Water and Hydraulic Resources. It was enhanced by the presence of Mr Emilio Gabbrielli, Executive Secretary of the Global Water Partnership (GWP).

This assembly aimed to: look further into the action plans of the Water Partnerships, with respect to their mission and the financing of their activities; improve knowledge and exchanges of CWPs operation and their interaction with the government structures; to facilitate IWRM knowledge and experience sharing between all the national players; to involve the partners in the smooth operation of country partnerships; to inform the partners about water related initiatives in progress in West Africa; to adopt the GWP/WA Rules of procedure; to renew the GWP/WA Committees and executive organs and to re-examine some articles of the Statutes of GWP/WA.

The proceedings continued for two days with significant presentations, more particularly the administrative and financial reports of Mr Madiodio NIASSE, the chair of GWP/WA.

The Chair first, traced the genesis of the GWP/WA and recalled the mandate he was given at the March 2005 Assembly of Partners in Niamey to continue implementation of the 2004-2008 strategy. He then enumerated the activities carried out and the results achieved in the implementation of the aforementioned strategy, which is realised through five (5) outputs.

Going further in the search for solutions

As part of output 1, which concerns the development of water policies and

Les travaux se sont déroulés pendant deux jours durant lesquels d'importantes communications ont été faites notamment le rapport moral et financier de M. Madiodio NIASSE, président du GWP/AO.

Le président a d'abord fait la genèse du GWP/AO et rappelé le mandat donné lors de l'Assemblée des Partenaires de mars 2005 à Niamey qui portait sur la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie 2004-2008. Il a ensuite fait état des activités réalisées et des résultats obtenus dans la mise en œuvre de la dite stratégie qui se réalise à travers 5 résultats.

S'impliquer davantage dans la recherche de solutions

Dans le cadre du résultat 1 qui concerne le développement de politiques de l'eau et stratégie aux niveaux appropriés, le Président NIASSE a parlé de la poursuite de la mise en œuvre du PAWD I (le programme de développement de l'eau en Afrique). Son niveau de mise en œuvre est avancé au Mali et au Sénégal. Les processus d'élaboration des Plans nationaux d'Action GIRE (PAGIRE) dans les deux pays sont en cours d'achèvement. Ce programme prend fin en décembre 2007. Quant au PAWD II, il a été effec-

strategies at the relevant levels, Chairman NIASSE spoke about continuation of the implementation of PAWD I (the programme of water development in Africa). Its implementation is at an advanced stage in Mali and Senegal. The development processes of country Action Plans (PAIWRM) in the two countries are being completed. This programme ends in December 2007. As for PAWD II, it was actually launched in Benin and Cape Verde at the end of 2005 and due to end in mid 2008.

As part of capacity building, a workshop on the planning of IWRM needs and another one on conflict negotiation and management were organized in Dakar in July and August 2006. The West African Water Partnership also made a documentation study of the IWRM plan in Burkina Faso with the collaboration of the Directorate-General of Water Resources (DGRE) of Burkina Faso and ECOWAS Water Resources Coordination Unit (ECOWAS/WRCU) with a financial support of the GWPO and Japan Water Forum (JWP) from the end of 2005 to mid 2006. A brain storming on the financ-

tivement lancé au Bénin et au Cap Vert en fin 2005 et l'échéance est prévue pour la mi 2008.

Dans le cadre du renforcement des capacités un atelier sur la planification des besoins dans le domaine de la GIRE et un autre sur la négociation et la gestion des conflits en juillet et août 2006 à Dakar ont été organisés.

Le Partenariat Ouest Africain de l'Eau a également pu réaliser une étude de documentation du PAGIRE au Burkina Faso avec la collaboration de la Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE) du Burkina et l'Unité de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO (UCRE/CEDEAO) avec un appui financier du GWPO et du Japan Water Forum (JWP) de fin 2005 à mi 2006. Une réflexion sur le financement de l'eau a abouti à l'organisation d'un atelier régional sur le financement de l'eau avec l'appui du GWPO et du groupe de travail sur le **financement de l'initiative de l'Union Européenne (UE) pour l'eau (FWG)** à Ouagadougou en mars 2007.

Recueil de données et renforcement des capacités des acteurs

Dans le cadre du résultat 2 qui concerne le développement de programmes et des outils GIRE, un certain nombre d'activités ont

été menées à savoir :

- © la mise en œuvre du volet Afrique de l'Ouest du Programme pour la gouvernance de l'eau (PFWG) respectivement au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana et au Niger. Ceci a permis l'évaluation de la gouvernance ; la définition et la mise en œuvre d'actions pilotes ; l'élaboration de plans d'actions et enfin l'organisation d'un atelier de validation en décembre 2006.
- © Pour ce qui concerne les formations sur l'utilisation d'outils GIRE, des sessions de formation ont été organisées au Bénin ; au Mali ; en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Ces sessions ont permis de mettre l'accent sur les capacités professionnelles des organisations partenaires et des autorités municipales.
- © Un atelier sur Genre et GIRE s'est tenu à Dakar en avril 2006 pour un renforcement des capacités en matière de prise en compte du genre.
- © Des formations intensives sur la GIRE ont eu lieu en collaboration avec Ramboll Natura et SIWI. Le Secrétaire Exécutif du GWP/AO est co-facilitateur du processus et coordonnateur de la composante Ouest Africaine de la formation. Deux sessions ont été organisées dans le cadre de ces formations sur la GIRE dont une en 2005-2006 et une autre en 2006-2007. Ces ses-



sions ont permis la mobilisation de l'expertise régionale pour l'animation de la formation. Au total, 52 cadres francophones ont été formés dont 45 pour l'Afrique de l'Ouest. Parmi ceux qui ont reçu la formation

en Afrique de l'Ouest, beaucoup appartiennent au réseau du GWP/AO. Les Secrétaires Exécutifs des PNE du Bénin, du Sénégal et du Mali notamment, ont bénéficié de la formation.

ing of water led to the organization of a regional workshop on the financing of water with the support of the GWPO and the Finance Working Group (FWG) of the European Union (EU) water Initiative in Ouagadougou in March 2007.

Data gathering and capacity building of players

As part of output 2 relating to the development of IWRM programmes and tools, a certain number of activities were carried out namely:

- ©Implementation of West Africa component of the Programme for Water governance (PFWG) respectively in Benin, Burkina Faso, Ghana and Niger. This allowed the assessment of governance; the definition and implementation of pilot actions; development of action plans and finally the organization of a validation workshop in December 2006.
- ©Concerning training to use IWRM tools, sessions were organized in

Benin; in Mali; in Côte d'Ivoire and in Senegal. These sessions allowed highlighting the professional capacities of partner organizations and municipal authorities.

- ©A workshop on Gender and IWRM held in Dakar in April 2006 for capacity building as regards Gender recognition.
- ©Intensive IWRM training sessions took place in collaboration with Ramboll Natura and SIWI. The Executive Secretary of GWP/WA was Co-facilitator of the process and coordinator of the West African component of the training. Two sessions were organized as part of IWRM training sessions including one in 2005-2006 and another one in 2006-2007. These sessions allowed the mobilization of regional expertise for the facilitation of training. Overall, 52 French-speaking executives were trained including 45 for West Africa. Among those who received training in West Africa, many belong to GWP/WA network. The CWP Executive Secretaries of Benin, Senegal and Mali in particular, received this training.

Linkages are strengthened

For output 3 on strengthening linkages between GWP and the other frameworks, sectors and themes, one can note strengthening of collaboration with ARID (Regional Association for Irrigation and Drainage) which allowed the GWP/WA to be involved in the development of the data base of water professionals but also in the organization of the first African Show on irrigation and drainage (SAFID) in Ouagadougou in December 2005. One also notes the strengthening of collaboration with CILSS: the GWP/WA ensured the Chair of the Steering committee of the organization of CILSS Water-Sahel Forum and others wrote the policy note "Controlling water to push hunger back in the Sahel" from July to December 2005. It also co-organized with CILSS a session at the World Water Forum in March 2006 in Mexico City on "Adaptation to climate change in West Africa". The GWP/WA maintains privileged

relationship with the ECOWAS/WRCU and through cross participations in the decision-making authorities (TEC and RCCWR of the WRCU, the GWP/WA Steering committee and Assembly of Partners). GWP/WA was also involved in the process of installation of a Regional Water Observatory in West Africa initiated by the WRCU. The GWP/WA established other collaborative relationships particularly with 2IE, which led to activation of the "Resource centres" process; with IWMI: the experts of the Institute participated in the Ramboll training. The GWP/WA also took part in the pole of water in Ouagadougou.

A partnership, which is expanding day after day

As part of output 4 of expanding and strengthening partnership, 4 new water partnerships were set up between May 2005 and November 2006. GWP/WA thus has on its assets side 11 CWP's to date. The current situation arises as follows: Burkina

Les liens se renforcent

Au résultat 3 sur le renforcement des liens entre le GWP et les autres cadres, secteurs et thèmes, on note le renforcement de la collaboration avec l'ARID (Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage) qui a permis au GWP/AO de s'impliquer dans l'élaboration de la base de données des professionnels de l'eau mais aussi dans l'organisation du premier Salon Africain sur l'irrigation et le drainage (SAFID) à Ouagadougou en décembre 2005. On peut également relever le renforcement de la collaboration avec le CILSS : le GWP/AO a assuré la présidence du Comité de Pilotage de l'organisation du Forum Eau-Sahel du CILSS et a co-rédigé la note d'orientation « Maîtriser l'eau pour faire reculer la faim dans le Sahel » de juillet à décembre 2005. Il a également co-organisé avec le CILSS une session au Forum Mondial de l'Eau en mars 2006 à Mexico sur « Adaptation au changement climatique en Afrique de l'Ouest ». Le GWP/AO maintient des relations privilégiées avec la CEDEAO/UCRE et cela à travers des participations croisées aux instances de décision (CTE et CRCRE de l'UCRE), le Comité de Pilotage et l'Assemblée des

Partenaires du GWP/AO. Le GWP/AO s'est également impliqué dans le processus de mise en place d'un Observatoire Régional de l'Eau en Afrique de l'Ouest initié par l'UCRE.

Le GWP/AO a établi d'autres rapports de collaboration notamment avec les 2IE, ce qui a conduit à une activation du processus « centre de ressources » ; avec l'IWMI à travers l'implication d'experts de cet Institut dans la formation Ramboll. Le GWP/AO a également participé au pôle de l'eau à Ouagadougou.

Un partenariat qui s'élargit de jour en jour

Dans le cadre du résultat 4 sur l'élargissement et le renforcement de partenariat, 4 nouveaux partenariats de l'eau ont été mis en place entre mai 2005 et novembre 2006. Le GWP/AO a

donc à son actif 11 PNE à ce jour. La situation actuelle se présente comme suit: Burkina Faso : février 2002 ; Sénégal : novembre 2002 ; Nigeria : décembre 2002 ; Ghana : décembre 2002 ; Mali : avril 2003 ; Niger : mars 2005 ; Côte d'Ivoire : janvier 2006 ; Cap Vert : mai 2006 ; Guinée : octobre 2006 ; Togo : novembre 2006.

Dans le domaine de la communication, un nouveau dépliant a été édité, la synthèse du plan d'action 2004-2008 a été publié, 4 numéros de Running Water sont disponibles ainsi que la publication du bulletin électronique mensuel « la Chronique ».

Le GWP/AO s'est aussi impliqué dans les événements au niveau mondial. Cela s'est traduit par sa participation notamment à l'assemblée des partenaires du GWP à Antigua (Guatemala) en mai 2005, sa participation au 10^{ème} anniversaire du GWP en août

2006, à la rencontre annuelle des présidents et communicateurs à Athènes, sa participation au groupe « Vitalizing Working Group (VWG) du GWP », à Colombo en novembre 2006, sa participation à la réunion TEC-IWMI « Triggering change », Colombo en décembre 2006 et enfin sa participation au forum Mondial de l'eau à Mexico.

Au niveau du fonctionnement des organes, le Président Madiodio NIASSE a indiqué que des réunions du comité de pilotage se sont tenues en février 2006 ainsi qu'en mars et mai 2007. Le TEC s'est également réuni trois fois en août 2005, décembre 2005 et juillet 2006. M. Niasse a noté aussi l'organisation de l'Assemblée Générale des Partenaires en mai 2007. Il a informé les partenaires que les différents rapports financiers ont été faits par l'institution hôte, le CREPA qui est responsable de la gestion financière et administrative et dont les

Faso: February 2002; Senegal: November 2002; Nigeria: December 2002; Ghana: December 2002; Mali: April 2003; Niger: March 2005; Côte d'Ivoire: January 2006; Cape Verde: May 2006; Guinea: October 2006; Togo: November 2006.

In the field of communication, a new brochure was published, the executive summary of 2004-2008 action plan was published, 4 issues of Running Water published as well as the publication of the monthly electronic newsletter "La Chronique".

GWP/WA was also involved in global level events. It participated in the Assembly of GWP partners in Antigua (Guatemala) in May 2005, in the 10th anniversary of the GWP in August 2006, in the annual meeting of chairmen and communicators in Athens, and in the "Vitalizing Working Group (VWG) of the GWP", in Colombo in November 2006. It also took part in TEC-IWMI meeting "Triggering changes" in Colombo in December 2006 and in the World Water Forum in Mexico City.

As regards operation of its executive organs, Chairman Madiodio NIASSE indicated that meetings of the steering committee were held in February 2006, March and May 2007. RTEC also met three times in August 2005, December 2005 and July 2006. Mr. NIASSE also noted the organization of the General Assembly of Partners in May 2007. He informed the partners that the host institution, CREPA that is responsible for the financial and administrative management and whose accounts are regularly audited. Such financial and audit reports and management reports are regularly submitted.

Multiple Collaborations

The chair of GWP/WA also made a point of mentioning funds raised by the network during the period from May 2005 to May 2007: The basic budget (CORE) which was US\$ 220,000 in 2005 rose to US\$ 250,000 in 2006. US\$ 30,000 was granted by the GWP and Japan Water Forum for the capitalization of Burkina Faso PAGIRE and Study on Hann Bay (Senegal). Funding IWRM / Ramboll training was estimated at US\$ 160,000 in 2005 and the same amount for 2006. An amount of

US\$ 63,000 was allocated by the GWPO for IWRM dialogues in Côte d'Ivoire and Togo. As part of capacity building in the Niger basin and support to Guinea and Niger CWPs. WWF - WARPO provided the GWP/AO with an amount of 65,000 Euros. As part of collaboration with UNESCO Centre in Dundee University, 22000 EUR were raised to undertake a study on 1977 UN convention on the use of trans-boundary rivers for purposes other than navigation. The programme of the water governance was implemented in Benin, Burkina Faso, Ghana and Niger with a budget of 120.000 Euros provid-



comptes sont régulièrement audité et les rapports financiers, d'audits et les rapports d'activités sont régulièrement soumis.

Collaboration multiples

Le président du GWP/AO a également fait état des financements mobilisés par le réseau au cours de la période de mai 2005 à mai 2007. La situation se présente comme suit : pour le fonctionnement, le budget de base (CORE) qui était de 220.000 dollars USD en 2005 est passé à 250.000 \$USD en 2006 ; 30.000\$ USD ont été octroyés par le GWP et le Japan Water Forum pour la capitalisation du PAGIRE au Burkina et l'Etude sur la baie de Hann (Sénégal). Le financement des formations GIRE/Ramboll est estimé à 160.000 \$USD en 2005 et le même montant pour 2006. Un montant de 63.000 \$USD a été alloué par le GWPO pour les dialogues sur la GIRE en Côte d'Ivoire et au Togo. Dans le cadre du renforcement de capacités dans le bassin du Niger et l'appui aux PNE Guinée et PNE-Niger, WWF-WARPO a mis à disposition du GWP/AO un montant de 65.000 Euros. Dans le cadre d'une collaboration avec le centre UNESCO de l'Université Dundee, 22000 EUR ont été mobilisés

pour effectuer une étude sur la convention des Nations Unies de 1997 sur l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers à des fins autres que la navigation. Le programme sur la gouvernance de l'eau a été mis en œuvre au Bénin, Burkina, Ghana et Niger avec un budget de 120.000 Euros mis à disposition par la Commission Européenne. Enfin, dans le cadre du consortium GWP/AO- Eau Vive- SIE (contrat en cours de définition) un budget sera mis à disposition pour appuyer la phase II du PADD du Bassin du Niger avec l'implication de la Société civile dans le processus de Vision Partagée de l'ABN.

Une situation financière appelée à s'améliorer

M. NIASSE a fait ressortir la situation financière du réseau qui reste marquée par des éléments tels que l'éclatement du portefeuille en petits projets éphémères, et la forte dépendance du réseau GWP/AO vis à vis du GWPO qui reste le bailleur principal aussi bien pour le CORE que pour les autres activités à travers notamment le « matching fund » ou fonds additionnels et l'élaboration de projets globaux avec composantes Afrique de l'Ouest. Il a

par ailleurs indiqué que le Projet accepté dans le cadre de la facilité eau ACP/UE (EUWI) pour un montant d'un peu plus de deux (2) millions d'Euros en voie de finalisation devrait apporter un changement radical dans la situation financière du GWP/AO.

M. NIASSE a indiqué que pour les deux prochaines années, les efforts vont tendre à la recherche de voies et moyens pour réduire la dépendance vis-à-vis du GWPO, à accroître les ressources humaines au niveau du Secrétariat Exécutif (avec l'arrivée prévue d'un assistant technique junior-JPO) Il s'agira notamment de renforcer les capacités en matière d'élaboration de projets ; d'impliquer davantage le TEC dans la formulation des projets ; de former le staff du GWP/AO et des PNE en matière de levée de fonds avec l'appui du GWPO ; de maintenir voire renforcer les efforts en matière de communication et de bonne gouvernance, à tous les niveaux : GWP/AO, PNE, TEC ; d'améliorer le fonctionnement des instances (Comité de Pilotage, Assemblées des Partenaires).

En conclusion, le président Madiodio NIASSE a fait ressortir



ed by the European Commission. Lastly, as part of GWP/WA – Eau Vive - SIE consortium (contract under definition) a budget will be provided to support phase II of Niger Basin SDAP with the involvement of the civil society in the process of NBA Shared Vision.

Financial standing is expected to improve

Mr. NIASSE highlighted the financial standing of the network which remains marked by elements such as bursting of the portfolio into small transitory projects, and strong dependence of GWP/WA network on GWPO which remains the main financial donor both of the CORE and the other activities. This is provided through the “matching fund” or additional funds and the development of general projects with West African components. He also informed the meeting that the approval of the ACP/EU (EUWI) Water Facility of a little more than two (2) million Euros was being finalized and should bring a radical change in the financial

standing of the GWP/WA.

Mr NIASSE said that for the two next years, efforts will aim to explore ways and means of reducing the dependence on GWPO; and to increase human resources of the Executive Secretariat (with the expected coming of a junior technical assistant - JPO) The need has been recognized to build the capacities for development of projects; to involve TEC further in the formulation of projects; to train staff of the GWP/WA and CWPs for fundraising with the support of GWPO; to maintain and even to reinforce efforts of communication and good governance, at all the levels: GWP/WA, CWPs, TEC; to improve operation of the main organs (Steering committee, Assembly of Partners).

In conclusion, Chairman Madiodio NIASSE highlighted the fact that GWP/WA maintained a high intensity of activities in spite of the low financial resources and staff shortage. He added that in spite of the strong dependence of the network on subsidies of the GWPO, the results achieved in the

region are commendable.

All things considered the results remain appreciable, thanks in particular to the support and commitment of GWPO, the commitment and hard work of the Executive Secretariat and staff of CWPs, the professional support of the host institution host, CREPA, the deep involvement of TEC members and the availability and enlightened opinions of the Steering committee and all the partners in general.

Mr. NIASSE opined that there is more than one reason to be optimistic for the future of the partnership, even if significant challenges are still facing the region and member countries.

At the end of the report presented by the chair, Mr. Oumar Yoro BARRY, the person in charge of the Finance department at the host institution, CREPA, presented the financial statement of the GWP/WA as of 31 December 2006.

Faire du droit d'accès à l'eau un droit humain

L'un des temps forts de la rencontre des partenaires du GWP/AO a été la session sur « l'accès à l'eau comme droit humain ». Deux présentations ont été faites au cours de cette session. La première a porté sur le thème « le droit à l'eau : consécration, contenu et mise en œuvre » par Dr Amidou GARANE, professeur de droit à l'Université de Ouagadougou (Burkina) et consultant. Dr Garané a d'abord défini le droit à l'eau comme « consistant en un approvisionnement suffisant, accessible et à un coût

abordable, d'une eau salubre et de qualité acceptable pour les usages personnels et domestiques de chacun ». Il a laissé entendre qu'« une quantité adéquate d'eau salubre est nécessaire pour prévenir la mortalité due à la déshydratation et pour réduire le risque de transmission de maladies d'origine hydrique ainsi que pour la consommation, la cuisine et l'hygiène personnelle et domestique », selon l'Observation générale n° 15, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, ONU. Ce droit

tel que défini est aujourd'hui consacré par de nombreuses conventions universelles, régionales africaines, des dispositions constitutionnelles ou législatives au niveau national.

L'eau, une responsabilité des Etats

Dr Garané a fait ressortir le fait que sur le plan normatif, le droit à l'eau comprend certaines dimensions importantes telles que la disponibilité en quantité et qualité, l'accessibilité (physique, économique, non discrimination, information et participation). Il a énuméré un certain nombre d'obligations faites aux Etats en vue de permettre la mise en œuvre du droit à l'eau. Il s'agit notamment des obligations de:

- respecter le droit à l'eau c'est-à-dire s'abstenir d'entraver directement ou indirectement l'exercice du droit à l'eau,
- protéger le droit à l'eau,
- faciliter l'exercice du droit à l'eau, cela requiert de l'Etat qu'il prenne des mesures positives pour aider les particuliers et les communautés à exercer et
- promouvoir le droit à l'eau, cela requiert de l'Etat partie qu'il mène des actions pour assurer la diffusion d'informations appropriées sur l'utilisation hygiénique de l'eau, la protection des sources d'eau et les méthodes propres à réduire le gaspillage.

Dans sa communication, M. Garané a estimé que les citoyens devraient disposer de voies de recours au cas où ils constataient des manquements de la part d'un Etat à respecter les obligations auxquels l'Etat aurait librement souscrit. Parmi ces voies de recours, les Etats doivent favoriser des mesures telles l'incorporation dans l'ordre juridique interne d'instruments internationaux consacrant le droit à l'eau. Les Etats devraient encourager les juges et autres professionnels de la justice à s'intéresser davantage, dans l'exercice de leurs fonctions, aux atteintes au droit à l'eau et ils devraient respecter, protéger et promouvoir l'action des défenseurs des droits de l'homme et des autres membres de la société civile. Par ailleurs, M. Garané a fait savoir que les Etats, en signant les conventions internationales, ont pris l'engagement à agir, individuellement et collectivement, en vue de:

- assurer le plein exercice du droit à l'eau,
- respecter l'exercice du droit à l'eau dans les autres pays en s'abstenant de mener des actions qui entravent, directement ou indirectement, l'exercice du droit à l'eau dans d'autres pays,
- s'abstenir dans tous les cas, d'imposer, directement ou indirectement, à un autre pays, des embargos et autres mesures similaires empêchant l'approvisionnement en eau,
- ne jamais utiliser l'eau comme instrument de pression politique ou économique dans les relations



Making the right of access to water a human right

One of the high points of the Assembly of GWP/WA partners was the session on "Access to water as a human right". Two presentations were made at this session. First on the topic of "Right to water: recognition, contents and implementation" by Dr Amidou GARANE, Law lecturer at the University of Ouagadougou (Burkina) and a consultant. Dr Garané first defined the right to water as "consisting in sufficient, accessible and affordable safe and acceptable quality water supply for everyone's personal and domestic uses". He implied that "an adequate quantity of safe drinking water, and water for cooking and personal and domestic hygiene". This is necessary to prevent mortality due to dehydration and to reduce risk of transmission of waterborne diseases. The right is so defined according to General Observa-

tion n° 15, UN Commission on Economic, Social and Cultural rights. And the right is recognised today by many universal, African regional conventions, constitutional or legislative provisions at the national level.

Water, a liability for States

Dr Garané emphasized the fact that on the normative level, the right to water includes some significant dimensions such as availability in quantity and quality, accessibility (physical, economic, no discrimination, information and participation). He listed a certain number of obligations the States have in order to effect implementation of the right to water. These are obligations particularly:

- to adhere to the right to water, that is, to abstain from hindering directly

or indirectly the exercise of the right to water;

- to protect the right to water, ,
- to facilitate the exercise of the right to water, that requires the State to take positive actions to help individuals and communities to exercise the right; and
- to promote the right to water, that requires the State to take actions to ensure the dissemination of relevant information about hygienic use of water, protection of water sources and appropriate methods to control wastage.

In his presentation, Mr Garané opined that citizens should have grounds for appeal if they noted a State failing in its duty to observe those obligations to which State would have freely adhered. Among these grounds for appeal, States must support measures such as the incorporation of international instruments sanctioning the right to water in the internal legal order. States should encourage judges and other professionals of justice to be interested further, in the performance of their

duties, as it pertains to infringements of the right to water and they should respect, protect and promote the action of champions of human right and other members of the civil society.

In addition, Mr. Garané informed the meeting that States, by signing the relevant international conventions, pledged to act, individually and collectively:

- to ensure full exercise of the right to water;
- to respect exercise of the right to water in the other countries while abstaining from taking actions which hinder directly or indirectly, exercise of the right to water in other countries;
- to abstain in all the cases, from imposing directly or indirectly, on another country, embargoes and other similar actions preventing or hindering water supply;
- never to use water as instrument of political or economic pressure in interstate relations;
- to facilitate exercise of the right to water in other countries, for example by providing water resources and



- entre Etats,
- faciliter l'exercice du droit à l'eau dans les autres pays, par exemple en fournissant des ressources en eau et une aide financière et technique, et apporter l'assistance nécessaire,
- veiller à ce que le droit à l'eau reçoive l'attention voulue dans les accords internationaux.

Dr Garané a conclu en indiquant que les institutions financières internationales (FMI, BM, banques régionales de développement) ont une certaine obligation à porter une plus grande attention à la protection du droit à l'eau dans les politiques de prêt, les accords de crédit. Quant aux autres organisations internationales (organismes des nations unies comme l'OMS, la FAO, l'UNICEF, le PNUD, l'ONU-Habitat, le PNUD, le FIDA, l'OMC), elles devraient coopérer efficacement avec les Etats en mettant à profit leurs compétences respectives pour faciliter la mise en œuvre du droit à l'eau.

L'expérience Sud Africaine expliquée

Pour la deuxième communication faite par M. Ashwin Seetal, elle porte sur «L'expérience sud-africaine dans la mise en œuvre du concept de droit à l'eau : résultats atteints, enjeux et leçons apprises ». M. Seetal a commencé par préciser que la notion de

droit humain est très complexe, délicate et controversée. Son expérience personnelle en tant que cadre au sein de la Direction des Eaux et Forêts chargée de la mise en œuvre du concept eau comme droit de l'homme contenu dans la loi sud-africaine sur l'eau (Water Act) lui a permis de se rendre compte de la réalité et toute la difficulté que cela pouvait comporter car il y a beaucoup d'inégalités en Afrique du Sud surtout en matière d'accès à l'eau. La situation géographique, climatique (semi-aride) et surtout historico-socio-politique (colonialisme, apartheid) ont contribué à agrandir les inégalités. M. Seetal a expliqué que l'inégalité se voit plus en termes de genre (masculin), de race (blanche) et de secteur (agriculture).

La volonté politique a été déterminante pour faire face à ces inégalités notamment à travers la constitution et la Loi sur l'eau qui garantissent l'accès à l'eau comme droit de l'homme. Ainsi, dans la stratégie nationale des ressources en eau de 2005, la grande priorité est accordée à l'eau dite de « réserve ». Cette « réserve » inclut l'eau pour les besoins humains vitaux et l'eau pour l'environnement naturel.

Faisant le point des acquis dans la mise en œuvre depuis 1994 par l'Afrique du Sud de la Loi sur l'eau et des efforts en vue de traduire dans les faits le concept d'accès à l'eau comme droit de l'homme, M. Seetal a indiqué qu'environ 12 millions de sud africains n'avaient pas accès à l'eau potable. Mais en décembre 2005, 10

millions de ces personnes avaient accès à ce service d'eau. Ce qui a valu au pays de recevoir un prix du comité du développement durable même si de grands efforts restent encore à faire à l'endroit du reste de la population, a laissé entendre le conférencier.

Pour conclure, le conférencier a résumé les efforts à faire en quelques messages essentiels :

- il faut de la volonté politique et de l'énergie sociale pour la reconnaissance du droit humain. Cela est important pour le reste des actions
- il est important d'identifier clairement les défis (politique, social, technique, financier, ressources humaines, etc.) qui changent selon les pays
- il est important que les objectifs

politiques soient opérationnalisés sous forme d'un plan d'action : en un mot il est essentiel d'avoir une politique et une stratégie de mise en œuvre

- il faut beaucoup de patience et de l'énergie avant d'aboutir à des résultats significatifs
- il ne faut pas négliger les succès si petits soient-ils
- il faut de la créativité et de l'initiative
- il faut accepter de s'engager et agir malgré les erreurs et les imperfections ; ne pas surtout attendre !

Des débats et discussions très intéressants ont suivis ces deux présentations.

financial and technical assistance, and the assistance needed; and

- *to ensure that the right to water receives considerate recognition in international agreements.*

Dr Garané concluded by declaring that international financial institutions (IMF, WB, regional development banks) have some obligation to pay a greater attention to protection of the right to water in their lending policies, and credit agreements. As for other international organizations (United Nations organisations like WHO, FAO, UNICEF, UNEP, UN-Habitat, UNDP, IFAD, WTC), they should cooperate effectively with States by making the most of their respective competences and facilitate the implementation of the right to water.

The South African Experience explained

The second presentation delivered by Mr. Ashwin Seetal, was about "the South-African experience in implementing the concept of right to water: results achieved issues and learned

lessons ". Mr Seetal started by specifying that the concept of human right is very complex, delicate and controversial. His personal experience as executive within Management of National Forestry Commission in charge of implementing the water concept as human right built into the South-African water Act (Water Act) enabled him to realize the reality and difficulty that this may involve because there are many inequalities in South Africa especially as regards access to water. The geographical, climatic (semi arid) and especially historical-socio-political situation (colonialism, apartheid) contributed to increase the inequalities. Mr. Seetal explained that inequality is seen more in terms of the favoured gender (male), race (white) and sector (agriculture).

Political will was determining to face these inequalities in particular through the Constitution and the Water Act, which guarantee access to water as a human right. Thus, in the 2005 national water resources strategy, a great priority was given to water for the "reserve". This includes water for vital

human needs and water for the natural environment.

Giving a description of achievements in the implementation of Water Act since 1994 and efforts to translate into facts the concept of access to water as a human right by South Africa, Mr Seetal explained that approximately 12 million South Africans did not have access to drinking water. However, in December 2005, "the 10 million mark was reached". The country received an award of the Committee on Sustainable Development on this achievement even if big efforts are still required in order for the remainder of the population to gain access to water.

In concluding, the lecturer summarized the efforts required to achieve success in the subject of the lecture:

- *political will and social energy are needed for the recognition of human right. That is significant for the remainder of actions*
- *challenges (political, social, technical, financial, human resources, etc.) that vary according to countries must be clearly identified;*

- *political objectives must be operationalised in form of an action plan: that is, a policy and a strategy of implementation are essential;*
- *a lot of patience and energy are needed in order to achieve significant results;*
- *whatever small successes are there must not be neglected;*
- *Creativity and initiative are needed;*
- *Agreeing to engage and act in spite of errors and imperfections; and to avoid procrastination!*

Very interesting discussions followed these two presentations.

Construire un réseau de partenaires dévoués

L'Assemblée des Partenaires de Lomé a respecté la règle des AG du GWP Afrique de l'Ouest avec une bonne plage consacrée aux communications faites par certains partenaires du réseau régional qui ont souhaité prendre la parole. Ce sont en tout six institutions partenaires qui ont tour à tour présenté leur structure, leurs activités et les axes de collaboration avec le GWP/AO.

Unité de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO (UCRE/CEDEAO)

La 1^{ère} communication a été celle de l'Unité de Coordination des Ressources en Eau (UCRE/CEDEAO) qui a présenté le Cadre Permanent de Coordination et de suivi (CPCS) de la GIRE en Afrique de l'Ouest dont elle est l'organe exécutif. Le CPCS a été créé par une décision de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO adoptée le 21 décembre

2001 à Dakar avec pour objectif global de promouvoir, coordonner et assurer la mise en œuvre d'une politique communautaire en matière des ressources en eau en Afrique de l'Ouest. Il est composé de quatre organes qui sont : le comité ministériel de suivi (CMS), le comité technique des experts (CTE), le conseil sous régional de Concertation de la GIRE (CRCRE) et l'unité de coordination des ressources en eau (UCRE). Cette Unité coordonne et met en œuvre les décisions du CMS, coordonne la mise en œuvre des projets, programmes et plans GIRE en Afrique de l'Ouest, suit et supervise les activités de la CEDEAO dans le domaine de la gestion des ressources en eau, assure la liaison avec les acteurs du secteur de l'eau au niveau national, régional et international. L'UCRE a été installée en mars 2004 comme le département Eau de la CEDEAO délocalisé à Ouagadougou. Parmi ses activités déjà réalisées on peut noter notamment l'appui à l'élaboration de plans nationaux GIRE en rapport avec le

GWP/AO, l'appui à la mise en place de l'ABV, la mise en place du Projet régional de gestion intégrée de lutte contre les végétaux aquatiques envahissants, l'appui à la mobilisation de financement pour l'élaboration du programme de vision partagée de l'ABN, etc. Elle a d'autres activités en perspective comme l'élaboration d'une politique régionale de l'eau, l'élaboration d'une convention cadre relative à la gestion des ressources en eau partagées, la mise en place d'un observatoire régional de l'eau, l'élaboration d'une stratégie régionale de renforcement des capacités en matière de GIRE et l'élaboration d'un atlas régional de l'eau en Afrique de l'Ouest.

Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage en Afrique de l'Ouest et du Centre (ARID)

La 2^{ème} institution présentée est l'Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage en Afrique de l'Ouest et du Centre (ARID). Elle est une organisation internationale (ONG) scientifique et technique, à but non lucratif. Elle regroupe 23 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Elle a pour objectif de contribuer à la sécurité alimentaire par la promotion de la mise en valeur durable des terres

et des eaux. Ses objectifs spécifiques sont : la promotion des techniques et des technologies, la collecte et la diffusion des résultats des études et de la recherche et la favorisation de la création de Comités nationaux. Elle a organisé des ateliers internationaux en 1998, 2001, 2003, 2005 et 2007, créé des comités nationaux, créé une base de données des professionnels, édité des bulletins périodiques et organisé un salon Africain de l'Irrigation (SAFID) en 2005. En termes de perspectives, l'ARID va poursuivre le processus de certification des professionnels du secteur, la consolidation de la base de données sur les périmètres irrigués, et compte organiser le SAFID 2008.

Au terme de la communication, le Secrétaire Permanent de l'ARID a invité le réseau GWP/AO et l'Association Africaine de l'Eau (AAE) à participer massivement au SAFID 2008.

Institut Panafricain pour le Développement / Région Afrique de l'Ouest / Sahel (IPD/AOS)

L'Institut Panafricain pour le Développement/Région Afrique de l'Ouest/Sahel (IPD/AOS) est une institution qui couvre 12 pays francophones et lusophones et œuvre à la promotion d'un déve-

To build a network of committed partners

The Assembly of Partners of Lomé adhered by the rule of GWP West Africa for GAs with a wide range for presentations made by some partners of the regional network. Altogether, six partner institutions presented in turn their structure, their activities and the areas of collaboration with the GWP/WA.

ECOWAS Water Resources Coordination Unit (WRCU/ECOWAS)

The 1st presentation was that of the Water Resources Coordination Unit (ECOWAS/WRCU) which presented the Permanent Framework of Coordination and Monitoring (PFCM) of IWRM in West Africa for which it serves as executive body. PFCM was set up by a decision of the ECOWAS Heads of States and government adopt-

ed on 21 December 2001 in Dakar with as general objective of promoting, coordinating and ensuring the implementation of the Community's policy of water resources in West Africa. It is composed of four main organs: the Follow-up Ministerial Committee (FMC), the technical experts committee (TEC), the Subregional Collaborative Council on Water Resources (RCCWR) and the water resources coordination Unit (WRCU). This latter Unit coordinates and implements the decisions of the FMC, coordinates the implementation of IWRM projects, programmes and plans in West Africa, monitors and supervises ECOWAS activities in the field of water resources management, liaises with other players of the water sector at the national, regional and international level. WRCU was set up in March 2004 as ECOWAS water department and re-

located in Ouagadougou.

Among the activities it had already carried out the following are particularly important: support to the development of country IWRM plans in collaboration with GWP/WA, support to installation of VBA, installation of the Regional integrated aquatic invasive weeds control Project, support to fundraising for the development of NBA shared vision programme. It has planned other future activities such as the development of a regional water policy, the development of a framework convention on shared water resources management, the installation of a regional water observatory, the development of a regional strategy of capacity building as regards IWRM and the development of a regional water atlas in West Africa

Regional association for Irrigation and Drainage in Central and West Africa (RAID)

The 2nd institution to make a presentation is the Regional Association for Irrigation and Drainage in Central

and West Africa (RAID). It is an international scientific and technical non-profit making organization (NGO). It gathers 23 countries of West and Central Africa. It aims to contribute to food security by promotion of sustainable land and water development. Its specific objectives are promotion of techniques and technologies, collection and dissemination of results of studies and research and enabling the establishment of national Committees. It organized international workshops in 1998, 2001, 2003, 2005 and 2007, set up national committees, set up a database of professionals, published some periodical bulletins and organized an African Show of Irrigation (SAFID) in 2005. In terms of perspectives, RAID will continue the process of certification of professionals in the sector and consolidation of the database on irrigated perimeter. It intends to organize SAFID 2008.

At the end of the presentation, RAID Permanent Secretary invited GWP/WA network and the African Water Association (AfWA) to take part in great numbers in SAFID 2008.



loppement intégré, participatif et durable des populations rurales et urbaines. Ses activités sont axées sur les domaines tels que la formation des agents du développement en particulier ceux du développement rural, l'appui/conseil aux organisations à la base, aux associations et aux ONG et la recherche/action au profit des structures de développement. L'IPD fait du terrain la référence constante de toutes ses activités et son approche méthodologique est fondée sur les axes tels que la promotion des méthodes actives de formation qui sont conçues sur la base des besoins et des objectifs de manière participative, l'étude et la recherche-développement orientées vers l'action et axées sur les aspects opérationnels de développement permettent de mieux comprendre les processus de développement et de concevoir de nouveaux outils pédagogiques et opérationnels. L'IPD/AOS offre des services d'appui/accompagne-

DECISIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE DES PARTENAIRES

A l'issue de cette deuxième assemblée générale ordinaire d'importantes décisions ont été prises, à savoir :

- adoption du rapport moral du Président et le rapport financier au 31 décembre 2006;
- approbation du programme de travail 2007;
- reconnaissance de la pertinence du rapport de la rencontre des Présidents des PNE tenue le 9 mai 2007 à Lomé, et instruction au Secrétaire Exécutif du GWP/AO d'en faire une large diffusion p r è s finalisation du rapport ;
- adoption d'une nouvelle dénomi-

nation du Réseau: « Partenariat Mondial de l'Eau / Afrique de l'Ouest (GWP/ AO) » ou GWP/WA en Anglais en lieu et place de GWP/ WAWP ;

- reconduction du CREPA comme institution hôte ;
- adoption du projet de Règlement Intérieur;
- relecture de certains articles des statuts en conséquence ;
- la durée de mandat de tous les organes du Partenariat a été ramenée à 2 ans pour coïncider à la tenue de l'AP qui est l'instance de décision ;
- adoption du principe de renouvel-

lement du mandat du Secrétaire Exécutif pour 2 ans renouvelable sans limitation, autant que l'intéressé donnera satisfaction;

- reconduction de l'actuel Président pour un dernier mandat de 2 ans ;
- reconduction du Secrétaire Exécutif pour un mandat de 2 ans renouvelable ;
- reconduction des six (6) membres du Comité Technique (TEC) pour un mandat de 2 ans (avec un système de renouvellement au tiers à partir de 2009) ;
- renouvellement du Comité de Pilotage au tiers. Il se compose désormais comme suit :

Collège 1 (2007)	Collège 2 (2009)	Collège 3 (2011)
Un représentant de Partenariats Nationaux. Cote d'Ivoire (PNECI)	Un représentant de Partenariats Nationaux. Burkina Faso (PNE-BF)	Un représentant des Etats partenaires Ghana (Water Resources Commission)
Un représentant des Organisations de jeunes. Cap Vert (A désigner)	Un représentant des Etats partenaires Sénégal (DGPRES)	Un représentant des institutions de formation et de recherche (ZIE)
Un représentant des Organisations intergouvernementales A désigner	Un représentant des Organisations non gouvernementales Wetlands International	Un représentant des associations professionnelles de l'eau AAE
Un représentant des Organisations de femmes. Guinée (à désigner)	Un représentant des institutions privées	Un représentant des institutions privées. Nigeria (AIF)
Un représentant des Organismes de bassins A désigner	Un représentant des associations professionnelles de l'eau (ARID)	Un représentant de Partenariats Nationaux. Bénin (PNE-Bénin)

Le collège n°2 sera ainsi renouvelé lors de la prochaine Assemblée des Partenaires (AP) qui aura lieu entre avril et mai 2009 dans un pays qui reste à déterminer.

DECISIONS MADE BY THE ASSEMBLY OF PARTNERS

At the close of this second ordinary general assembly, significant decisions were made, namely:

- adoption of the Chairman's administrative report and the financial statement as of 31 December 2006;
- approval of 2007 work schedule;
- Recognition of the relevance of the report on the meeting of CWP's Chairs held on 9 May 2007 in Lomé and instruction to GWP/WA Executive Secretariat to disseminate the report widely after finalization;
- adoption of a new nomenclature for the Network: "Global Water Partner-

ship /West Africa (GWP/ WA)" instead of GWP/WAWP;

- maintenance of CREPA as host institution;
- adoption of the draft Rules of procedure;
- second reading of some articles in the statutes accordingly;
- tenure of all the Partnership bodies was reduced to 2 years to coincide with the convention of the AP which is the decision making authority;
- adoption of the principle of renewal of the mandate of Executive Secretary for 2 renewable years without limita-

tion, as much as the concerned party give satisfactory service;

- re-appointment of the current Chairman for the last 2-year mandate;
- re-appointment of the Executive Secretary for a 2 years renewable mandate;
- re-appointment of six (6) members of the Technical Committee (TEC) for a 2 years mandate (with a system of renewal of a third as from 2009);
- renewal of a third of the Steering Committee. It is composed from now on as follows :

College 1 (2007)	College 2 (2009)	College 3 (2011)
One representative of Country Partnerships. Cote d'Ivoire (CI CWP)	One representative of Country Partnerships. Burkina Faso (CWP-BF)	One representative of Partner States Ghana (Water Resources Commission)
One representative of Youth Organizations. Cape Verde (To be appointed)	One representative of Partner States Senegal (DGPRES)	One representative of training and research institutions (ZIE)
One representative of intergovernmental Organizations. To be appointed	One representative of nongovernmental Organizations. Wetlands International	One representative of the water trade associations. AAE
One representative of Women Organizations. Guinea (To be appointed)	One representative of private institutions	One representative of private institutions. Nigeria (AIF)
One representative of basin Organizations. To be appointed	One representative of the water trade associations (ARID)	One representative of Country Partnerships. Benin (CWP-Benin)

College n°2 will thus be renewed at the next Assembly of Partners (AP), which will take place between April and May 2009 in a country to determine.

The Pan African institute of Development/ West Africa/ Sahel Region (IPD/AOS)

The Pan African Institute of Development/ West Africa / Sahel Region (IPD/AOS) is an institution which covers 12 French-speaking and Portuguese-speaking countries and works to promote integrated, participatory and sustainable rural and urban development. Its activities focus on areas such as training of development workers in particular those of rural development, support/ coaching of grassroots organizations, associations and NGOs and action/ research for development structures. IPD's activities and methodological approach are founded on areas such as promotion of active training methods which are designed on the basis of need and objectives in a participatory way. It engages in applied study and development research centred on operational aspects of development enable one understand better the processes of development and to design new teaching aids and operational tools.

ment des organisations à la base, des initiatives locales et des petites entreprises, principalement en travaillant avec des organisations relais. Il offre aussi de l'appui/conseil, à travers des contrats de consultation. Cette assistance inclut la formation du personnel et des formateurs.

Institut International de l'Eau et de l'Environnement (2IE)

La 4^{ème} communication a été faite par l'Institut International de l'Eau et de l'Environnement (2IE) qui résulte de la transformation du Groupe EIER/ESTHER de Ouagadougou lancé officiellement le 16 juin 2006 et qui regroupe 14 pays d'Afrique francophone avec 40 ans d'expérience au service du renforcement des capacités et du développement. 2IE a désormais une vocation continentale dans le cadre des Instituts Africains des Sciences et des Technologies (IAST). Son programme s'articule autour de 4 axes à savoir le renforcement des capacités, l'accompagnement des stratégies régionales, la mobilisation des ressources financières et l'appui aux organisations professionnelles. Il est un pôle d'excellence de l'UEMOA et un centre ressource et membre du comité de pilotage du GWP/AO.

Association Africaine de l'Eau (AAE)

Après avoir suivi la présentation de l'Association Africaine de l'Eau (précédemment UADE), les participants ont été édifiés sur la dynamique et l'évolution en cours au sein de cette institution dont le siège se trouve à Abidjan (Côte d'Ivoire). Ainsi, l'AAE a mis en place en 1996 le Water Utility Partnership (WUP) comme outils essentiel d'opérationnalisation des travaux de son Comité Scientifique et Technique. L'une des missions du WUP est de faire le plaidoyer auprès des autorités gouvernementales et des principaux acteurs pour la promotion des réformes institutionnelles dans le secteur de l'eau et l'assainissement en Afrique. Dans le cadre de l'atteinte des OMD, l'AAE s'attèle à la mise en œuvre de deux programmes pour le secteur de l'eau en Afrique. L'AAE joue un rôle important dans la concrétisation de la composante africaine du programme des Nations Unies intitulé « Water Operators Partnership » (WOP).

L'AWOP (African WOP) a pour but de soutenir les pays africains dans leurs efforts de réalisation d'un accès aux services d'eau et d'assainissement pour tous avec les OMD comme référence commune. Il a été lancé lors du

Congrès de l'AAE tenu du 25 au 28 février 2007 à Cotonou (Bénin).

Le GWP/AO pourrait collaborer avec l'AAE dans la mise en œuvre de l'AWOP en mettant à profit l'existence et les capacités opérationnelles des PNEs au niveau des pays comme une opportunité pour l'AAE.

Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA)

Le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA) a bouclé les présentations des institutions partenaires du GWP/AO. C'est une institution inter-Etats créée en 1998 et regroupe 17 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il est spécialisé en recherche et formation pour la promotion des technologies appropriées et des stratégies participatives opérationnelles et financières dans le

secteur de l'approvisionnement en eau potable, l'hygiène et l'assainissement (AEPHA) domaine dans lequel il est un centre de ressource et de référence. Il a pour mission de contribuer au développement et à la lutte contre la pauvreté par la promotion d'un accès pérenne aux services de base d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement pour les populations démunies vivant en milieu urbain et périurbain. Pour une durabilité de ses programmes, la stratégie du CREPA repose sur trois piliers à savoir la participation communautaire caractérisant le libre choix d'une communauté à s'engager dans un projet qu'elle juge utile, l'appui à la définition et à l'organisation de mécanismes appropriés de mobilisation des ressources endogènes pour le financement de projets retenus et le transfert de technologies appropriées utilisant la capacité et les ressources humaines et matérielles locales.

Le CREPA est l'institution hôte du GWP/AO et est l'un des



IPD/AOS offers support/ coaching services to grassroots organizations, local initiatives and small companies, mainly by working with intermediary organizations. It provides support/ coaching also through consultancy contracts. This assistance includes trainers and staff training.

International Institute of Water and Environment (2IE)

The International Institute of Water and Environment (2IE) which results from the change of EIER/ESTHER Group in Ouagadougou officially launched on 16 June 2006 and which gathers 14 countries of French-speaking Africa with 40 years of experience for capacity building and development made the 4th presentation. 2IE become for the purpose continental collaboration and integration, part of African Institutes of Sciences and Technologies (IAST). Its programme articulates around 4 areas namely capacity building, supporting regional strategies, fundraising and support to professional organizations. It is a WAEMU pole

of excellence and a resource centre and member of GWP/WA steering committee.

African Water Association (AfWA)

After having followed the presentation of the African Water Association (previously UADE), participants were enlightened about dynamics and evolution in progress within this institution whose headquarters is in Abidjan (Côte d'Ivoire). Thus, the AfWA set up in 1996 the Water Utility Partnership (WUP) as basic tools of operationalisation of its Scientific and Technical Committee. One of WUP's missions is to undertake advocacy with the governmental authorities and other key players for the promotion of institutional reforms in the water and sanitation sector in Africa. To contribute to the achievement of MDGs, AfWA gets down to the implementation of programme for the water sector in Africa. AfWA plays a significant role in giving concrete expression to the African component of the United Nations Pro-

gramme called «Water Operators Partnership» (WOP).

AWOP (African WOP) aims to support African countries in their efforts towards realising access to water and sanitation services with MDGs as common reference point. It was launched at the AfWA Congress held from 25 to 28 February 2007 in Cotonou (Benin). GWP/WA may collaborate with the AfWA in the implementation of the AWOP at country level through the operational capacities of CWPs

Regional centre for Low cost Drinking water supply and sanitation (CREPA)

The Regional Centre for Low cost Drinking water supply and sanitation (CREPA) closed the presentations of GWP/WA partner institutions. It is an inter-States institution established in 1998 and gathering 17 countries of West and Central Africa. It is specialized in research and training for the promotion of appropriate technologies

and operational and financial participatory strategies in drinking water supply, hygiene and sanitation (DWSHS) sub-sector. CREPA is a resource and reference centre in this field. It has a mission to contribute to development and poverty alleviation by promoting sustainable access to basic drinking water, hygiene and sanitation services for underprivileged people in urban and periurban areas. For sustainability of its programmes, the strategy of CREPA rests on three pillars namely Community participation that characterizes the free choice of a community to engage in a project which it deems useful, support to the definition and organization of appropriate fundraising mechanisms for endogenous resources for the financing of approved projects and appropriate technology transfer using local capacity and human and material resources. CREPA is GWP/WA's host institution and one of the African centres of the International Training Network for water resources and waste manage-

centres africains du Réseau International de formation pour la gestion de l'eau et des déchets (RIF). Il est aussi un centre collaborant de l'OMS et représentant pour l'Afrique de l'Ouest du conseil de concertation pour l'eau potable et l'assainissement (WSSC/WASH) et membre fondateur de la coalition mondiale des centres de ressources (STREAMS).

Présentation du projet de règlement intérieur

M. NDRI KOFFI, Président du Comité Ad Hoc pour l'élaboration du Règlement Intérieur pour le GWP/AO a présenté le projet de document tel qu'adopté par le Comité de Pilotage pour appréciation et adoption éventuelle par l'AG. Ce travail qui découle d'une des décisions de l'Assemblée Générale des Partenaires de Niamey visait à doter le partenariat régional d'un document pratique de travail qui définisse les règles internes à appliquer.

L'Assemblée générale a apporté des observations et autres commentaires sur le projet de Règlement Intérieur que le Comité a pris en compte.

ment (RIF). It is also a WHO collaborative centre and West Africa representative on the Water Supply and Sanitation Collaborative Council (WSSC/WASH) and founding member of the Global coalition of resource Centres (STREAMS).

Presentation of the draft Rules of Procedure

Mr NDRI KOFFI, Chairman of the Ad hoc Committee on the development of GWP/WA Rules of procedure presented the draft document as adopted by the Steering committee for appreciation and possible approval by GA This work which is a result of one of the decisions of the General Assembly of Partners in Niamey aimed to give the regional partnership a practical working document which sets the internal rules to apply.

The General Assembly made some observations and other comments on the draft Rules of Procedure that the Committee took into account.

Rencontre des PNE à Lomé Détermination réaffirmée

En prélude à l'Assemblée des Partenaires, les délégués des 11 Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) se sont rencontrés le 9 mai 2007. Cette rencontre a permis aux représentants des PNE d'échanger avec les secrétariats de la région et mondial et de se pencher sur leurs préoccupations. Des communications ont été faites suivies de débats forts intéressants.

A la suite de l'ensemble des débats, la réunion a retenu les préoccupations suivantes relatives à la vie des PNE :

- Informations relatives au fonctionnement du Partenariat Mondial de l'Eau (GWP)-financement du réseau, relation avec les Partenariats régionaux et nationaux etc. ;

- Fonctionnement des PNE : pour pouvoir jouer son rôle réel de plateforme, le PNE doit être fonctionnel et s'ouvrir à tous les acteurs pertinents au niveau national. Ce qui pose le problème de la pertinence de l'existence des Secrétariats Exécutifs des PNE et la problématique de leur prise en charge.

- Les relations entre les PNE et les institutions étatiques ont besoin d'être cordiales et complémentaires;

- Nécessité d'échange d'expérience entre PNE notamment avec des PNE qui ont acquis de l'expérience comme le PNE-Bénin sur les possibilités de sécurisation du financement des activités du PNE ;

- Problématique du financement

et du fonctionnement des Comités Scientifiques et Techniques des PNE : la plus part des PNE ont créé ces structures mais n'ont pas les moyens de financer leur fonctionnement;

- Problématique des passerelles à trouver entre les activités du réseau du Partenariat et celles des autres institutions de la sous région : le GWP/AO tout comme les PNE doivent avoir des relations de complémentarité et non de compétition avec les autres institutions. Les rapports de collaboration doivent être clairs ;

- Nécessité du plaidoyer pour l'intégration de la question du genre dans les activités des PNE.

Ces différentes préoccupations ont été présentées à l'Assemblée Générale des Partenaires du Partenariat Ouest Africain de l'Eau le 10 mai 2007.



Meeting of CWPs in Lomé Determination reaffirmed

Prior to the Assembly of partners, the delegates of the 11 Country Water Partnerships (CWP) met on 9 May 2007. This meeting was an occasion for the representatives of CWPs to exchange with the GWP regional and global secretariats and to look at their concerns. Presentations were followed by interesting debates. Among concerns that came out after the debates, were:

Information related to the running of the Global Water Partnership (GWP)-the funding of the network, relation with the regional and Country partnerships etc.; this information is essential and its circulation should be improved to allow CWP to know the network better.

Running of CWP: In order to play its

real role of platform, the CWP must be operational and opened to all relevant actors at country level. That poses a challenge to the relevance of the Executive Secretariats of CWPs and how to fund their activities.

The relationships between CWPs and the government bodies need to be cordial and complementary;

Strengthen experiences sharing between CWPs particularly those which acquired experiences as CWP Benin on the possibilities of securing funds for the CWP activities;

How to fund and keep running the CWP scientific and technical committees: most of the CWPs have created these organs but they don't have the means to finance their running;

Problematic of finding linkages

between the activities of the partnership and those of other institutions of the Sub-region: GWP/WA as well as the CWPs must have complementary relations and not competing ones with the others institutions. The modality for collaboration must be clear ; Need to raise awareness on the issue of gender mainstreaming in CWPs activities.

These concerns were later presented to the General Assembly of Partners of the West African Water Partnership on May 10, 2007.



Audience du Ministre



Le ministre avec Emilio Gabrielli *The minister with Emilio Gabrielli*

Le Ministre de l'Eau et des Ressources Hydrauliques du Togo, M. MAGANAWÉ Yao Florent, a accordé dans l'après-midi du 11 Mai 2007 une audience à la délégation du GWP composée du Secrétaire Exécutif du GWPO, M. Emilio Gabrielli, du Président du GWP/Afrique de l'Ouest, M. Madiodio NIASSE, du Secrétaire Exécutif du GWP/AO, M. Dam MOGBANTE et du responsable de la communication, M. Sidi

COULIBALY avec la présence du Directeur Général de l'Eau et l'Assainissement du Togo, M. Derman ASSOUMA. Une visite de courtoisie qui a permis aux deux parties d'échanger sur le réseau du GWP, les initiatives en cours ainsi que les préoccupations du gouvernement togolais en matière de gestion des ressources en eau. « Nous sommes honorés de cette initiative qu'a eu le Partenariat régional de tenir leur ren-

contre au Togo », a dit le Ministre. Il a laissé entendre que le Togo se trouvait dans une situation délicate face à la gestion anarchique de ses ressources en eau. Tout le monde est conscient des prélèvements anarchiques et il est difficile de sévir car non seulement la compagnie nationale d'eau ne peut pas satisfaire à l'heure actuelle tous les besoins mais aussi il n'existe pas un cadre légal bien spécifique à la nouvelle donne. Des actions sont en cours au niveau du pays pour prendre en compte la nouvelle évolution de la situation et les actions des différents partenaires sont vivement souhaitées et bienvenues par le Ministre. Aussi, M. MAGANAWÉ a déclaré que le dialogue national sur la gouvernance de l'eau que va mener le PNE Togo avec l'appui du GWP porte sur des thèmes pertinents et sera d'une grande importance pour le pays. Il a par ailleurs déclaré que toute initiative ou action qui pourrait permettre au Togo de faire face aux défis nationaux et régionaux est encouragée.

« Je ne voudrais pas que ma visite chez vous soit cérémoniale mais perçue comme l'expression

d'un engagement sincère qui peut faire avancer quelque chose », s'est exprimé pour sa part le Secrétaire Exécutif du GWP. M. Gabrielli a exprimé sa joie de se retrouver au Togo auprès des partenaires du GWP, un réseau qui a acquis aujourd'hui une crédibilité mondiale qui lui permet d'apporter des appuis multiformes aux Etats pour la gestion durable de leurs ressources en eau.

Le Président NIASSE a rappelé l'appui que le GWP/AO apporte à certains pays de la région dans le cadre des différentes initiatives et le programme de gouvernance. La création du PNE Togo est une opportunité pour le pays d'être « connecté » au réseau mondial. M. Traoré-Zakari du PNE a expliqué au Ministre que le PNE est en œuvre pour concrétiser le dialogue national sur l'eau en collaboration avec la Direction Générale de l'Eau et l'Assainissement. C'est ainsi que l'un des thèmes retenus porte sur « *Les aquifères du Bassin Sédimentaire Côtier (BSC) : Impacts des prélèvements et exploitations anarchiques d'eau sur les aquifères et sur la santé des populations* ».



Arrivée de la délégation

Arrival of the delegation

Audience of the Minister

The Minister of Water and Hydraulics Resources, Mr MAGANAWÉ Yao Florent, gave in the afternoon of 11 May 2007 an audience to the delegation of GWP comprising the Executive Secretary of GWPO, Mr Emilio Gabrielli, the chairman of GWP/West Africa, Mr Madiodio NIASSE, the Executive Secretary of GWP/WA, Mr Dam MOGBANTE, the Chair of CWP Togo, Mr Abdoulaye TRAORÉ-ZAKARI and the communication officer, Mr Sidi COULIBALY with the presence of the General Director of Water and Sanitation of Togo, Mr Derman ASSOUMA. The courtesy visit permitted both parties to make exchanges on the GWP network, the ongoing initiatives and the concerns of the Togolese government on the subject of water resources management. « We are honoured by this initiative of the regional partnership to hold their meeting in Togo », said the Minister. He pointed out the delicate situation in which Togo is due

to the anarchical management of its water resources. Everybody is conscious of the anarchical withdrawals but it's difficult to act ruthlessly because the national company cannot satisfy all the needs and also there is no specific legal frame to the new situation. Actions are ongoing at the country level for taking into account the changing situation; and the contribution of the different partners are welcomed and desired by the Minister. Also, Mr MAGANAWÉ declared that the themes of the national dialogue on water governance that will be made by Togo CWP with the support of GWP are relevant and is important for Togo. He also said that all initiatives or actions which could allow Togo to face up national and regional challenges are encouraged.

« I don't want my visit to be just ceremonial but perceived as an expression of a sincere commitment that can help things move », said the Executive Sec-

retary of GWP. Mr Gabrielli expressed his joy to be in Togo besides GWP partners, a network which has gained today world credibility that allows it to bring various supports to the countries for the sustainable management of water resources. The chairman NIASSE remembered the support that GWP/WA brings to some countries of the region in the frame of different initiatives such as the PAWD and the governance programme. The creation of Togo CWP is an opportunity for the country to be « connected » to the world network. Mr Traoré-

Zakari of CWP explained to the Minister that the CWP is up to give concrete expression to the national dialogue on water in collaboration with the General Direction of Water and Sanitation. One of the themes is based on « the aquifers of the coastal Sedimentary basin (BSC): Impacts of anarchical withdrawal and exploitation of water on aquifers and on the health of populations ». The other theme dealt with financing water as a follow up on the regional workshop organised by GWP WA on 31st March 2007.

Des participants ont donné leur point de vue après l'A.G.

Encore des efforts par rapport au genre

L'AG du Partenariat Ouest Africain de l'Eau s'est tenue les 10 et 11 mai à Lomé. Vous avez pris part à cette rencontre dont le thème central était « Rôle des partenariats de l'eau dans la gouvernance de l'eau ». A l'issue de cet événement quels sont vos sentiments par rapport au thème et au contenu des débats ?

L'idée de la mise en place des différents partenariats nationaux constitue en elle-même une part de réponse positive à la préoccupante question de la gouvernance de l'eau dans nos pays respectifs. Le rôle de ces partenariats doit être alors clairement défini et connu des différents acteurs intervenant dans le domaine de l'eau. Le contenu des débats, de très haut niveau, a dénoté une prise de conscience mondiale, régionale et nationale sur l'urgence nécessaire de se pencher sur la problématique de l'eau à travers le monde. Je sors de ces débats réconfortée et rassurée à plusieurs niveaux.

Vos attentes ont-elles été satisfaites?

Absolument, j'ai pu apprécier le très haut niveau des débats et la pertinence des préoccupations qui ont été débattues. Cependant, les débats sur la prise en compte du genre dans la politique globale de l'organisation ne m'ont pas convaincue. Des efforts restent à faire à ce niveau.

Comment évaluez-vous la valeur ajoutée des PNE dans les pays respectifs ?

Les PNE viennent en appui aux politiques et stratégies nationales en matière de gestion de l'eau. Ils devraient être des partenaires privilégiés des Etats respectifs en la matière.

La valeur ajoutée des PNE réside dans le fait qu'ils pourraient être des « guichets d'appuis techniques et scientifiques » eu égard à l'expertise et à leur

Some participants gave their view point after the meeting of partners

Gender needs more efforts to be mainstreamed

The General Assembly of the West African Water Partnership held on 10 and 11 May in Lome. You took part in the meeting whose central topic was "The Role of Water partnerships in the governance of water". At the end of this event what are your feelings with respect to the topic and substance of deliberations?

The idea of establishing the various country partnerships is in itself part of a positive answer to the alarming question of governance of water in our respective countries. The role of these partnerships must then be clearly defined and known by the various players working in the field of water. The contents of debates, very high level, indicated global, regional and national awakening to the urgent need for action on the water problems throughout the world. I leave these debates comforted and reassured on several levels.

Were your expectations met?

Absolutely, I could appreciate the very high level of debates and the relevance of the concerns, which were discussed. However, the discussion on the consideration of Gender in the general policy of the organization did not convince me. Efforts are still needed on this subject.

How do you assess the added value of CWP in the respective countries?

CWPs come in support to the national policies and

composition pluridisciplinaire.

Dites nous ce que vous pensez sincèrement du GWP/AO. Le GWP/AO est-il une plate forme qui apporte quelque chose à la gouvernance de l'eau dans la sous-région ?

Au moment où l'intégration sous-régionale est la chose la mieux voulue par nos Etats, le GWP/AO est la bienvenue et serait un instrument /outil intéressant dans la mise en œuvre de cette politique d'intégration régionale, du moins pour ce qui concerne la gouvernance de l'eau. Réussir à regrouper autant de pays (11) de la sous-région autour d'une préoccupation commune constitue en soi-même un levier important pour l'harmonisation et la recherche collective de réponses appropriées aux préoccupations communes de nos Etats en matière d'eau. Il appartient au GWP/AO, fort

Claudine Zongo



RÉUNION

DU COMITÉ DE PILOTAGE Jouer pleinement son rôle

Conformément aux engagements pris le 31 mars 2007 à l'issue de la réunion de Ouagadougou, Le Comité de Pilotage du GWP/Afrique de l'Ouest a tenu une rencontre les 8 et 9 mai à Lomé en prélude à l'AG.

Cette réunion a permis aux membres du CP :

- de faire encore une fois une relecture du projet de Règlement Intérieur,
- de finaliser les questions de décision à présenter à l'Assemblée générale, et
- de finaliser l'agenda provisoire de l'Assemblée Générale des Partenaires.

Ce travail préparatoire a permis de proposer à l'AG, des éléments de décision pour la vie du GWP Afrique de l'Ouest pour les deux prochaines années. Le Comité de Pilotage a joué jusqu'au bout son rôle d'organe directeur du Partenariat Ouest Africain de l'Eau entre deux Assemblées générales et a ainsi permis de préparer et de réussir une Assemblée générale d'un agenda si intense en deux jours.

STEERING

COMMITTEE MEETING Fully play the part

To comply with the decision they made on 31 March 2007 meeting of Ouagadougou, the GWP/WA Steering Committee met on 8 and 9 May in Lomé before the Partners' meeting. This meeting allowed the SC members to:

- to finalise the review of the draft bylaws,
- to finalise the decision points to be submitted to the Partners' meeting, and
- to finalise the draft agenda of the General Assembly of Partners.

This preparatory work allowed propositions to be made to the General Assembly, on the modality for the running of GWP West Africa for the next two years. The Steering Committee fully played its parts as the guiding body of the West Africa Water Partnership between two General Assemblies. This enabled the Partnership to prepare and hold a successful meeting of partners with two full days' agenda



de son caractère régional, d'aller vers les Etats et de leur proposer sa disponibilité, son savoir et son savoir-faire en matière de gouvernance de l'eau.

Y'a-t-il un point de l'ordre du jour qui a particulièrement retenu votre attention ? Pourquoi ?

Le droit à l'eau développé lors de cette rencontre est d'une importance majeure et a retenu toute mon attention. Nos populations ont besoin de connaître cela à l'instar des autres droits humains et je pense qu'il nous faut, à tous les niveaux, mettre un accent particulier non seulement à sa vulgarisation, mais aussi et surtout à la mise à disposition des mesures d'accompagnement pour la jouissance et le respect de ce droit.

Vos suggestions pour la tenue des prochaines AG du GWP Afrique de l'Ouest ?

Ma principale suggestion est d'ordre organisationnel : que la documentation soit disponible à temps (1 semaine à l'avance) pour permettre une meilleure participation lors des discussions.

Que l'AG se tienne plus tôt en début d'année (février-mars au plus tard) pour permettre la mise en œuvre conséquente des plans annuels.

Bravo à la commission d'organisation 2007

Claudine Zongo,
Programme Assistant,
UNDP/PAMAC,
Member of Burkina Faso CWP

importance and caught all my attention. Our people need to know that like other human rights, and I believe that we need, at all levels, to lay a particular emphasis not only on its popularization, but more especially the provision of supportive measures for the use and realisation of this right.

What are your suggestions for the next GAs of GWP West Africa?

My main suggestion is organisational in nature: documentation must be available in time (1 week in advance) to allow a better participation during the discussions.

GA must hold earlier at the beginning of year (February-March at the latest) to allow consistent implementation of the annual plans.

Cheers for the 2007 Local Organising Committee

Claudine Zongo,
Programme Assistant,
UNDP/PAMAC,
Member of Burkina Faso CWP

Pleinement satisfait

« Pour moi cette rencontre a été très riche en enseignement de toute sorte. J'ai été pleinement satisfait de cette rencontre car elle nous a permis d'évaluer le rôle crucial que les PNE doivent jouer durant toute la phase d'élaboration et de mise en œuvre des PAGIRE



Jacques A. SANTOS

La convention 97 des NU et l'expérience de succès de l'Afrique de Sud en matière d'application de cette convention en vue de faire du droit d'accès à l'eau un droit humain dans notre pays m'a beaucoup impressionné.

Pour ma part, je voudrais pour la tenue des prochaines AG qu'une réunion des secrétaires exécutifs soit convoquée avant l'AG des partenaires à l'instar de celle des présidents, qu'on prévoit un temps suffisant pour les échanges d'expérience entre les différents PNE et enfin qu'on recueille au préalable les bonnes pratiques en

matière de gouvernance de l'eau au niveau africain et mondial pour qu'elles soient présentées lors de l'AG par les réalisateurs. »

Jacques A. SANTOS, SE PNE Cap Vert

Completely satisfied

"For me this meeting was filled with all kinds of lessons. I am completely satisfied with the meeting because it enabled us to assess the crucial role that CWPs must play during all the phases of development and implementation of IWRM Action Plans. UN Convention 97 and the success story of South Africa's application of the convention to make the right of access to water a human right impressed me a lot. It will be good to achieve the same for our countries in West Africa.

For my part, I would like to see the next GA a meeting of executive secretaries convened before the GA of partners following the example of chairs', and enough time provided for experience sharing among the various CWPs. And finally collection as a preliminary of the best practices of water governance at the African and global levels so that they can be introduced to the GA by the doers»

Jacques A. SANTOS, ES of Cape Verde CWP

Les cas du Bénin et du Mali m'inspirent

La rencontre m'a permis de connaître la situation des différents PNE de la sous région et de partager les expériences. Mes attentes ont été satisfaites car la rencontre m'a donné l'opportunité de connaître les collègues de la sous région et d'échanger sur la vie de nos PNE.

Je salue les efforts du GWP/AO pour la tenue de cette AG car c'est à travers lui que nous pourrons promouvoir la GIRE.

Le compte rendu du PNE Bénin et du PNE Mali m'ont beaucoup impressionné car ils sont en avance sur le notre qui n'a pas eu la chance d'évoluer à cause des troubles sociaux survenus dans notre pays. J'ai demandé des documents sur le PNE Mali pour m'inspirer sur la mobilisation des ressources financières pour mener des activités. J'aimerais que la prochaine AG se tienne en Guinée afin qu'ensemble nous essayons d'initier et de coordonner les activités de notre PNE. Je demande au GWP/AO de nous assister dans les différentes formations sur la GIRE.

Souadou MARA, PNE Guinée



Souadou MARA

Cases of Benin and Mali inspire me

This meeting enabled me to know the situation of the various CWPs in the subregion and to share experiences. My expectations were met because the meeting offered me the opportunity to know my colleagues in the subregion and to have exchanges on the life of our CWPs.

I praise the efforts of the GWP/WA for convening this GA because it is through it that we will be able to promote IWRM. Report of Benin CWP and Mali CWP impressed me a lot, because they are pulling ahead of ours, which could not move because of the social unrest, which occurred in our country. I asked for documents on Mali CWP to draw inspiration for mobilization of financial resources to undertake activities.

I would like that next GA hold in Guinea so that together we can try to initiate and coordinate the activities of our CWP. I call on GWP/WA to assist us in the various IWRM training.

Souadou MARA, Guinea CWP



Tordzo MENSAH

« Beaucoup de choses restent à faire pour l'amélioration de l'accès à l'eau »

Les assises de Lomé m'ont permis de me rendre compte de la tâche qui me revient en tant que membre du comité de pilotage du PNE Togo. Et les thèmes comme le droit à l'eau, la consécration, le contenu et la mise en œuvre ainsi que la présentation sur « faire de l'accès à l'eau un droit humain » ont bien meublé l'atelier.

Mes attentes ont été satisfaites car à mon avis les PNE ont reçu plus d'éléments à leur actif pour ficeler des bons plans d'action dans la mise en œuvre et la réalisation des GIRE.

Pour le GWP/AO, je dirais que beaucoup de choses restent à faire pour l'amélioration de l'accès à l'eau. Des campagnes de sensibilisation (quelle que soit leur forme) doivent être faites pour que les populations soient mieux informées pour leur implication à

la gestion intégrée de l'eau. Les études de cas présentées le premier jour dans l'après midi ont beaucoup retenu mon attention car elles montrent comment l'eau est un droit humain à la vie. Pour la tenue de prochaines AG, je suggère qu'une large restitution des résultats des AG soit faite ainsi que la qualité des traductions (interprétariat) améliorée.

Tordzo MENSAH,
Membre Comité de Pilotage
PNE Togo

Réactions/Reactions/Réactions/Reactions

Faire évoluer les AG dans un sens innovant et surtout créateur de connaissances pour le progrès

Les débats ont été utiles pour la détermination des rôles des acteurs. Mes attentes, de ce point de vue, sont couvertes. Cependant, je souhaiterais plus par rapport au potentiel présent. Certainement que des avancées sont effectuées, ne serait-ce que la constitution des PNE.

Le cadre fédérateur que constitue le GWP AO peut être un puissant outil d'impulsion de la gouvernance de l'eau.

Les présentations des partenaires constituent un temps fort des AG, car c'est la relation des expériences sur lesquelles on peut s'appuyer pour progresser.

Des suggestions ?

Les activités du GWP/AO sont l'encadrement d'une institution sérieuse qui applique un contrôle a priori satisfaisant. Un audit est effectué par un organisme valable et choisi es qualité.

La rencontre devrait prendre le minimum de temps sur les activités du bureau. De ce fait, l'assemblée pourrait être un véritable forum d'échange entre les partenaires qui relatent leur expérience, leurs succès et échec. Petit à petit, l'assemblée comporterait deux volets :

1.- Volet AG, très pratique et peu vorace en temps

2.- Volet (Congrès) où les partenaires ayant des expériences à faire partager vont livrer cette expérience pour que les uns apprennent des autres.

Nous en sommes à trois assemblées, c'est peut être le moment de les faire évoluer dans un sens innovant et surtout créateur de connaissances pour le progrès. On n'ignore pas la puissance des idées pour le changement.

To get GAs move a knowledge innovating and especially generating way for progress

Deliberations were useful for the determination of players' roles. My expectations, from this point of view were catered for. However, I would like more with respect to the realisation of the greater potential. Certainly progress was made, by establishing a number of CWP.

The unifying framework that GWP WA offers can be a powerful impetus or tool for the improved governance of water.

The presentations by the partners were important contributions to the GA, because they relate to sharing of experiences which can propel one to progress.

Any suggestions?

The activities of GWP/WA are hosted by a serious institution, which exercises a priori satisfactory control measures. Audit is carried out by an appropriate organization that was chosen for its quality.

The meeting should take minimum time on administrative activities, so that the assembly may be a true forum of exchange among partners who report on their experiences, their successes and failures. Gradually, the assembly would have two components:

1. – GA component, very practical and not much time consuming;

2. – Component (Congress) where experienced partners share such experiences so that others can learn from them.

We are heading for the third assembly; this is the time to get them hold in such a way as to generate innovative knowledge in a way that leads to progress. One is not unaware of the power of ideas for change.

Amadou DIOP, IPD/AOS Director

“There is still a lot to do for improved access to water”

Meetings of Lomé enabled me to realize the task, which belongs to me as a member of the steering committee of Togo CWP. In addition, topics like recognition, contents and implementation as well as presentation on “making access to water a human right” fitted the workshop well. My expectations were met, as in my opinion CWPs received more benefits that should enable them to put together good action plans in the implementation and realization of IWRM.

For GWP/WA, I would say that there is still a lot to do for an improvement of access to water. Public awareness

campaigns (whatever their form) must be undertaken for people to be informed better for their involvement in integrated water management.

Case studies presented the first day in the afternoon kept my attention a lot because they show how water is a human right to life

For the next GA, I suggest a wide dissemination of the outcomes of the GA as well as an improvement of the quality of oral translations (interpretation).

**Tordzo MENSAH,
Member of Togo CWP Steering committee**

Belle occasion de nouer des contacts

En ce qui me concerne le thème choisi est d'actualité. Seulement, compte tenu du temps pris par la révision des textes relatifs à l'AG, nous n'avons pas eu suffisamment de temps pour travailler sur le thème de façon spécifique. Par exemple les travaux devaient aboutir à un texte décrivant clairement le rôle des PNE dans la gouvernance de l'eau.

(A travers les discussions informelles que j'ai eues lors de l'AG), il m'a paru que certains ne sont jusque là pas conscients de l'ampleur de la tâche qui leur incombe en terme de structure ayant en charge la mise en œuvre de la GIRE dans leurs pays. Certains restent toujours plus ou moins attentistes qu'on leur dicte... Il leur faut plus d'engagement, plus de prise d'initiative.

Je trouve la tâche du GWP/AO louable car il est un instrument de coordination et d'appui aux différents pays dans la mise en œuvre de la GIRE en Afrique de l'Ouest. Comme je l'ai dit un peu plus haut, les efforts de GWP se verraient noyés si les PNE n'ont pas une vision partagée très claire en ce qui concerne la GIRE et sa mise en œuvre dans leurs pays respectifs.

Si ce n'est déjà fait, je suggère que l'ensemble des PNE se réunissent pour définir une vision partagée en matière de mise en œuvre de la GIRE dans les différents pays et mettre en œuvre une stratégie pour atteindre cette vision. Donner des délais aux PNE qui n'ont pas encore leur plan GIRE. Leur demander de présenter des inerties qui les empêchent d'élaborer leurs plans, collaborer avec eux pour lever ces inerties et tisser des partenariats.

Mes attentes ont été satisfaites surtout à travers les multiples contacts noués.

Pour la tenue des prochaines AG du GWP/AO je suggère qu'on accorde du temps pendant les travaux aussi bien aux textes relatifs à l'AG ainsi qu'au thème de l'AG. Je propose le thème suivant pour la prochaine fois « Les PNE et la mise en œuvre des plans GIRE : état d'avancement », (en supposant que d'ici là, l'ensemble des plans GIRE seront élaborés)

DR K. SANON, Chargée de projet PARCODIEau

A good opportunity to build contacts

As for me, the chosen subject is topical. Yet, considering the time taken for the revision of GA related texts, we did not have sufficient time to work specifically on the topic. For example, deliberations should lead to a text describing plainly the role of CWPs in the governance of water.

Through the informal exchanges that I had during the GA, it appeared to me that some participants are still not aware of the extent of the task which rests on them in terms of structure responsible for IWRM implementation in their countries. Some still take more or less a wait and see attitude for someone to dictate to them... They need more commitment, more initiative. I find the role of GWP-WA commendable because it is an instrument of coordination and support to the various countries in the implementation of IWRM in West Africa. As I said a little earlier, the efforts of GWP would be blocked if CWPs do not have a very clear-shared vision with regard to IWRM and its implementation in their respective countries.

If this is not already done, I would suggest that all the CWPs meet to define a shared vision as regards IWRM implementation in the various countries and to implement a strategy towards reaching this vision. Set deadlines for CWPs, which do not have their IWRM plans yet. Request them to shed inertias which prevent them from working out their plans, collaborate with them to lift these inertias and build partnerships.

My expectations were fulfilled especially through the multiple contacts I established.

For the next GA of GWP/WA I suggest that time can be provided during deliberations both for GA related texts and topic of GA. I propose the following topic for next time “CWPs and implementation of IWRM plans: progress report “, (admitting that by then, all IWRM plans IWRM would have been elaborated)

DR K. SANON, PARCODIEau Project officer



Karidia Sanon

«Si le GWP/AO n'existait pas il fallait le créer»

L'AG du Partenariat Ouest Africain de l'Eau s'est tenue les 10 et 11 mai à Lomé. Vous avez pris part à cette rencontre dont le thème central était « Rôle des partenariats de l'eau dans la gouvernance de l'eau ». A l'issue de cet événement quels sont vos sentiments par rapport au thème et au contenu des débats ?

Pour ce qui est du thème, il faut dire qu'il a toute sa place. Les débats qui se sont menés ont également permis de voir les forces et les faiblesses ainsi que les perspectives pour les PNE maillons de base du Partenariat Mondial de l'Eau. De ce point de vue, j'ai un sentiment de satisfaction et ai suffisamment foi en l'avenir des partenariats de l'eau. Toutefois, il reste que des points cruciaux tels que la place qu'il faut réserver au Secrétaire Exécutif (SE) des PNE ainsi que la question de financement pour la pérennité et l'efficacité des PNE qui n'ont pas été traités à fond. On peut comprendre qu'il s'agit des questions un peu délicates mais à court terme il faut qu'une solution soit trouvée.

Vos attentes ont-elles été satisfaites?

En ce qui me concerne mes



Dibi Millogo

attentes n'étaient pas autres que les résultats qui étaient attendus de l'atelier. Or :

- les rapports d'activités et financiers ont été présentés et adoptés ;
- le programme de travail du GWP/WAWP 2007-2008 a été discuté et adopté ;
- les différents PNE ont pu partager leurs expériences ;
- le Règlement Intérieur, bien qu'il est à relire pour la prochaine Assemblée Générale des Partenaires (AGP) a été amendé

et approuvé ;
Les organes du GWP/WAWP ont été renouvelés :

- Le président a été reconduit pour deux ans non renouvelables,
- Le Secrétaire exécutif Mr Dam Mogbanté est reconduit dans son poste pour deux ans renouvelables à souhait (tant qu'il donne satisfaction),
- Le comité de pilotage a été renouvelé et une suite du renouvellement des différents collèges est connue ;
- Les nouvelles orientations sont définies pour la bonne marche du Partenariat.

C'est dire donc, que hormis les statuts sur qui des amendements n'ont pas pu être portés, on peut dire sans fausse modestie que l'AGP a été un succès. Cela est à mettre à l'actif des organisateurs mais aussi à celui de la qualité des participants.

Comment évaluez-vous la valeur ajoutée des PNE dans les pays respectifs ?

Au regard des présentations qui ont été faites sur les PNE, il ressort certes un certain nombre de contraintes relatives au fonctionnement, à la réalisation des activités, au mode de financement etc. mais ce sont des difficultés qu'on peut vaincre pour peu qu'il y ait la volonté. J'ai donc confiance que les PNE ont pleinement leur rôle dans le processus de mise en

œuvre de la GIRE dans nos pays respectifs. Ils ont surtout intérêt à mettre l'accent sur les activités de bonne gouvernance, de renforcement des capacités, de sensibilisation, de plaidoyer pour le financement et la mise en œuvre d'actions concrètes, de mise en relation etc. Ces différentes activités qui, en aucun cas ne peuvent avoir des valeurs concurrentielles négatives, sont la clé et la valeur ajoutée des PNE.

Dites nous ce que vous pensez sincèrement du GWP/AO. Le GWP AO est il une plate forme qui apporte quelque chose à la gouvernance de l'eau dans la sous-région ?

Sans doute, au regard des activités qui sont faites en terme d'appui à l'élaboration des Plan GIRE, en terme de mise en œuvre de projet de bonne gouvernance, en terme de formation des acteurs de la GIRE, en terme d'incitation au financement de l'eau, pour ne citer que cela, on peut dire que le GWP/AO, s'il n'existait pas il fallait le créer. C'est dire donc toute l'importance que le GWP/AO occupe dans le processus de recherche de la bonne gouvernance de l'eau en Afrique de l'ouest. Toutefois, mon souhait est que ces sincères félicitations que j'adresse au GWP/AO ne le fassent pas tomber dans une autosatisfaction paralysante mais bien au contraire qu'elles servent de ferments pour

“IF GWP/WA did not exist it would have had to be created”

GA of the West African Water Partnership held on 10 and 11 May in Lome. You took part in the meeting whose central topic was “The Role of Water partnerships in the governance of water”. At the end of this event what are your feelings with respect to the topic and substance of deliberations?

As regards the topic, one should say that it has its entire place. Discussions also allowed capturing the strengths and weaknesses as well as perspectives of CWP's the vital links of the Global Water Partnership. From this point of view, I have a feeling of satisfaction and have sufficiently faith in the future of the water partnerships. However, crucial points such as the place to be given to CWP's Executive Secretaries (ES) as well as the issue of financing for the sustainability and effectiveness of CWP's are still to be addressed thoroughly. One can understand that they

are little delicate questions but in the short term, a solution needs to be found.

Were your expectations met?

As far as I am concerned my expectations were not else than the outputs which were expected from the workshop. However:

- Managements and financial reports were presented and adopted;
- GWP/WAWP 2007-2008 work schedule was discussed and adopted;
- Various CWP's could share their experiences;
- Rules of procedure, although to be read again for the next General Assembly of Partners (GAP) were amended and approved;
- Bodies of GWP/WAWP were renewed;
- The chair was re-elected for a non-renewable term of two years,

- The executive Secretary Mr. Dam Mogbanté is maintained in office for unlimited two renewable years (as long as he gives satisfaction),
- The steering committee was renewed and continuation of renewal of the various colleges is known;
- New guidance is defined for smooth operation of the Partnership.

Thus, this is to say, that except for statutes to which amendments could not be made, one can say without false modesty that the GAP was a success. This is to be put on the assets side of organisers but also of the quality of participants.

How do you assess the added value of CWP's in the respective countries?

In consideration of presentations which were made on CWP's, it certainly arises a certain number of constraints relating to operation, realization of activities, mode of financing etc but these are difficulties that one can overcome if there is willingness. I am thus confident that CWP's have their full-fledged role in the process of

IWRM implementation in our respective countries. They may find it especially beneficial to highlight activities of good governance, capacity building, sensitisation, advocacy for financing and implementation of concrete actions, linkages etc. These various activities, which in no case can have negative competing values, are the key and the added value of CWP's.

Tell us what you sincerely think of GWP/WA. Is GWP WA a platform that contributes something to the governance of water in the subregion?

Undoubtedly, with regard to activities to support the development of IWRM plan, implementation of the project of good governance, training of IWRM actors, incentive to water financing, to name only that, one can say that GWP/WA, if it were not in existence would have had to be created. This is to tell all the importance which GWP/WA has in the process of quest for good governance of water in West Africa. However, I wish that these sincere congratulations I address to GWP/WA do

le galvaniser à toujours mieux faire en l'occurrence en aidant certes les pays pour l'élaboration des plans GIRE mais aussi, en appuyant la mise en œuvre de ces plans dans les pays où ils existent.

Y'a-t-il un point de l'ordre du jour qui a particulièrement retenu votre attention ? Pourquoi ?

Tous les points de l'ordre du jour étaient pertinents de sorte que leurs développements m'ont beaucoup intéressés. Néanmoins étant donné que le Règlement intérieur qui régit notre structure abordait des points délicats, j'ai été particulièrement sensible à l'article sur le mandat du SE du GWP/AO. Je me permets de féliciter l'AG pour la clairvoyance d'avoir permis le renouvellement à souhait du mandat du SE tant qu'il donne satisfaction. Son mandat aurait été limité, on courrait le risque de disfonctionnement fatal tôt ou tard. Ce qui

n'est pas souhaitable pour notre partenariat qui a des résultats tangibles et qui doit maintenir le cap pour relever le déficit de la bonne gouvernance de l'eau en Afrique de l'Ouest.

Vos suggestions pour la tenue des prochaines AG du GWP Afrique de l'Ouest ?

Je crois que dans l'ensemble l'atelier a été bien organisé et c'est le lieu ici d'adresser mes félicitations aux différents organisateurs. Toutefois, pour ce qui est des documents de travail (je l'ai déjà dit à l'AGP), il est préférable de les envoyer aux participants au moins deux semaines à l'avance pour qu'ils puissent les exploiter pour plus d'efficacité et d'efficience dans les interventions.

**Dibi Milogo,
DGRE, PNE Burkina**



not make it fall into a paralysing self-satisfaction but quite on the contrary serve as ferments to galvanize it to do always better in this case, to help certainly the countries for the development of IWRM plans but also, to support implementation of these plans in those countries where they are already developed.

Is there an item on the agenda, which particularly held your attention? Why?

All the items on the agenda were relevant so that I interested a lot in their developments. Nevertheless, since the Rules of procedure, which govern our structure, touched on delicate points, I was particularly sensitive to the article on the mandate of GWP/WA ES. I venture to congratulate the GA for perspicacity to have allowed the unlimited renewal of the ES mandate as long as he gives satisfaction. His mandate

would have been limited that we would run the risk of fatal dysfunction sooner or later. What is not desirable for our partnership which has tangible achievements and which must maintain the course to take up the challenge of good governance of water in West Africa.

What are your suggestions for the next GAs of GWP West Africa?

I believe that as a whole, the workshop was well organized and this is the place for me to congratulate the various organizers. However, as regards the working papers, (I already said it at the GAP), it is preferable to send them to participants at least two weeks ahead so that they can use them for more effectiveness and efficiency of inputs.

**Dibi Milogo,
DGRE, Burkina Faso CWP**

«La performance du GWP/AO est honorable»

Le Partenariat Ouest Africain de l'Eau a organisé sa 2^{ème} AG les 10 et 11 mai à Lomé. Le thème central était « Rôle des partenariats de l'eau dans la gouvernance de l'eau ». A l'issue de cet événement quels sont vos sentiments par rapport au thème et au contenu des débats ?

Le « Rôle des partenariats de l'eau dans la gouvernance de l'eau » est très pertinent pour la 2^{ème} Assemblée générale des Partenaires de l'Afrique de l'Ouest (10-11 Mai 2007, Lomé Togo). Les rapports pour les années 2005 et 2006 ont reflétés ce thème. Ils amplifient le programme d'action du GWP/WA pour la période 2004 – 2008. Les discussions qui « ont suivi les présentations étaient plus des questions plutôt que des énoncés de propositions alternatives.

Vos attentes ont-elles été satisfaites ?

“Attentes” dans le sens d'acquis/résultat – oui, en grande partie satisfaisantes.

Comment évaluez-vous la valeur ajoutée des PNE dans les pays respectifs ?

L'évaluation peut se faire en termes de degré d'application de

la GIRE pour aboutir à des résultats visibles dans la valorisation, la gestion et l'utilisation des ressources en eau, de la terre et autres ressources/ monétaires/ humaines /infrastructures. Et également dans la représentation dans les organes/institutions nationaux qui s'occupent de cette ressource

Dites nous ce que vous pensez sincèrement du GWP/AO. Le GWP AO est il une plate forme qui apporte quelque chose à la gouvernance de l'eau dans la sous-région ?

Sur la base des indices tels que la durée de vie “raisonnable”, les ressources qui lui sont disponibles en termes humains, d'infrastructure et d'argent liquide, la satisfaction professionnelle des ouvriers et la mienne personnellement après juste un peu plus d'une année passée avec le GWP-Ghana, je trouve la performance du GWP/OA honorable.

Y'a-t-il un point de l'ordre du jour qui a particulièrement retenu votre attention ? Pourquoi ?

Le point intitulé : Session numéro 2 : PNE et alliances stratégiques pour le financement des activités de gestion de la ressource en eau

“I rate GWP/WA performance as creditable”

Questions to the participants at the General Assembly in Lomé

The West African Water Partnership held its 2nd General Assembly of Partners on May 10 and 11 2007 in Lomé. The main theme was “Role of Water Partnerships in water governance”.

After this event, what are your feelings (what do you think of) about the theme and the content of the debates?

The theme the “Role of Water Partnerships in Water Governance” was appropriate for the 2nd General Assembly of Partnerships for West Africa (10-11 May 2007, Lomé, Togo). The reports for years 2005 and 2006 (Doc. No. ENG)

03, year 2007, Work Plan (Doc. No. ENG 05) mirrored onto the Theme. They amplify the GWP/WA Programme of Action for the Period 2004 –

2008. The debates “following presentations were more of questions instead of proffering alternative proposals.

Are your expectations satisfied?

“Expectations” in the sense of achievement/output – yes, largely satisfactory, subject to comments under item 6.

How can you evaluate the added value of CWPs in the different countries?

Evaluation may be done in terms of the extent to which IWRM is applied leading to visible results in the development, management and use of water and associated land resources as well as money/human resources and infrastructure representation on national bodies/institutions that deal with the resource

Frankly speaking, what do you think of GWP/West Africa? Is GWP/WA a



J.K.M. Anyanful,

en tenant compte de l'approche GIRE et traité par le PNE Bénin.

Pourquoi ?

Il faut de l'argent pour exécuter le plan de travail des PNE et naturellement, pour prendre en charge les dépenses du Secrétariat.

Vos suggestions pour la tenue des prochaines AG du GWP Afrique de l'Ouest ?

... Je suggère les points suivants. quatre groupes de travail/ Commissions au minimum pour chacune des questions suivantes:

- Le rapport biennal du Comité de Pilotage du GWP/WA (Rapport du Président ?) Je pense qu'il devrait s'intituler : RAPPORT DU COMITÉ DE PILOTAGE

- Finances (les rapports et audits et le budget pour l'exercice biennal suivant)
- Programme d'activités (plan) pour l'exercice biennal suivant
- Points divers comme

J.K.M. Anyanful,
Secrétaire exécutif.
GWP-Ghana

«Repenser le rôle des PNE»

L'AG du Partenariat Ouest Africain de l'Eau s'est tenue les 10 et 11 mai à Lomé. Vous avez pris part à cette rencontre dont le thème central était « Rôle des partenariats de l'eau dans la gouvernance de l'eau ». A l'issue de cet événement quels sont vos sentiments par rapport au thème et au contenu des débats ? L'AG des Partenaires du GWP Afrique de l'Ouest à Lomé a été pour moi un succès et je voudrais exprimer ici toute ma satisfaction par rapport au choix du thème central « Rôle des partenariats de l'eau dans la gouvernance de l'eau ». Ce thème constitue, à mon avis, la dimension la plus importante de la vie du processus GIRE au niveau national. En effet, la raison d'être d'un PNE est de pouvoir apporter une contribution aux efforts de développement, plus spécifiquement dans la résolution des problèmes liés à la gestion de l'eau. Ceci pose le problème d'efficacité des PNE dans l'accomplissement de leurs missions de promotion de la GIRE à l'échelle du pays. Comment un PNE peut-il maximiser sa contribution en apportant une forte valeur ajoutée ? Cette question est d'autant plus pertinente

qu'il devient indispensable de mener une réflexion sur les méthodes de travail ainsi que les moyens de fonctionnement des organes d'un PNE. Je pense que c'est un débat qui mérite d'être mené de façon permanente de manière à ce que la fonction des PNE soit de mieux en mieux assurée.

J'ai apprécié la qualité des débats, tous marqués par de bonnes interventions. Durant les deux jours, nous avons beaucoup appris des autres partenariats, que ce soit au niveau des actions menées ou des initiatives en cours, qu'il s'agisse des forces et faiblesses relevées sur la manière dont les PNE assurent leurs missions, de la façon de sécuriser leur financement à court et moyen terme. J'ai eu le sentiment qu'il faut « repenser le rôle des PNE ». Il y a eu également des échanges d'expériences et des développements intéressants sur des thèmes spécifiques comme le droit d'accès à l'eau. En somme, tous ces débats ont été fort enrichissants. Je suis entièrement satisfait.

Comment évaluez-vous la valeur ajoutée des PNE dans les pays respectifs ?

platform that brings something to water governance in the sub-region?

Based on indices such as "reasonable" length of existence, resources available to it in terms of human, infrastructure and funds, job satisfaction of the workers and on my own just-over-one year stay with GWP-Ghana, I rate performance of GWP/WAWP as creditable.

What point in the agenda that sustained your attention? Why?

The item titled: session No. 2: CWP's and strategic alliances to fund water resources management activities taking into account the IWRM approach and handled by CWP Benin

Why?

Money is needed to execute the Work Plan of CWP's and of course, to meet Secretariat expenses.

Any suggestions for the future Partners' Meeting of GWP/WA?

I assume that "Partners' Meeting of GWP/WAWP" refers to the Biennial General Assembly of Partners. I suggest

the following points. a minimum of four Commissions/Working Groups, one for each of the following topics.

- the biennial report of the GWP/WAWP Steering Committee (Chairman's Report?) I think it should read: REPORT OF THE STEERING COMMITTEE
- finance (the audited reports and budget for ensuing biennium)
- the Work Programme (Plan) for the ensuing biennium

BY J.K.M ANYANFUL EXECUTIVE SECRETARY GWP-GHANA
31ST MAY 2007

“Let's reconsider the role of CWP's”

GA of the West African Water Partnership held on 10 and 11 May in Lome. You took part in the meeting whose central topic was “The Role of Water partnerships in the governance of water”. At the end of this event what are your feelings with respect to the topic and substance of deliberations?

GA of Partners of GWP West Africa in Lome was for me a success and I would like to express here all my satisfaction with the choice of the central topic “The Role of water partnerships in the governance of water”. This topic is, in my opinion, the most significant dimension in the life of IWRM process at the national level. Indeed, the raison d'être of a CWP is to be able to contribute a share to the development efforts, more specifically in solving water management related issues. This raises the

problem of effectiveness of CWP's in the achievement of their missions of promotion of IWRM countrywide. How can a CWP maximize its contribution while bringing a high added value? This question is all the more relevant as it becomes essential to share thoughts on the working methods as well as the means of operation of a CWP bodies. I think that this is a debate, which deserves to be carried out permanently so that the function of CWP's can be ensured better and better.

I appreciated the quality of deliberations, all made of relevant contributions. For two days, we learned so much from other partnerships, be it actions carried out or initiatives underway, or strengths and weaknesses highlighted in the way CWP's are ensuring their missions, in the way of

L'évaluation de la valeur ajoutée des PNE est une question intéressante. A quoi sert un PNE s'il n'est pas en mesure de générer une valeur ajoutée ? Pour un pays donné, l'évaluation peut porter sur l'ensemble des activités menées par le PNE sur sa durée d'existence (évaluation post-ante). La durée varie d'un PNE à l'autre, le plus vieux PNE ayant atteint environ 6 ans d'âge tandis que le plus jeune a eu 7 mois le 21 juin 2007. L'évaluation proprement dite n'est pas chose aisée. On pourrait, à priori, se contenter des déclarations faites par les représentants des PNE dans chaque pays. Au Bénin ça marche, au Mali aussi, le PNE Togo n'est qu'à son début et il serait difficile de porter un jugement de valeur

sur ce dernier. Pour évaluer la VA d'un PNE dans son pays, il faut, dans un premier temps, définir les indicateurs de mesure et d'appréciation de la valeur ajoutée. L'évaluation est conduite en se référant aux critères d'évaluation suivants :

La pertinence

L'objectif global des PNE est de contribuer à l'amélioration de la gouvernance de l'eau, à travers la mise en œuvre de la GIRE. Cet objectif est en adéquation avec les problèmes actuels dans le secteur de l'eau, mais la priorité pour la plupart des gouvernements est l'accès à l'eau potable : « réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de la population n'ayant pas accès de façon durable, à l'eau

potable ni à un assainissement de base ». Cela signifie que pour être plus crédibles et répondre efficacement aux besoins de l'heure, les PNE doivent davantage axer leurs efforts sur les activités qui ont un lien avec l'approvisionnement en eau potable. Les PNE auront plus de poids qu'ils se pencheront sur les problèmes d'amélioration du service public d'eau potable, pas en termes de réalisations d'infrastructures physiques, mais en apportant leurs synergies qui complètent les actions gouvernementales et qui améliorent de façon durable l'efficacité du service public d'eau potable. Les PNE doivent également s'efforcer dans la mise en œuvre de leurs actions, de démontrer le lien entre la GIRE et les OMD, sachant que l'eau est essentielle pour l'atteinte de l'ensemble des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

L'impact :

Par rapport à la situation de départ, considérée comme référence, quels changements profonds a-t-on constaté dans le secteur de l'eau dans chacun des pays respectifs, et quelle est la part imputable au travail des PNE ?

On se rend compte que la question n'est pas simple et qu'il faut réaliser une enquête sur le terrain avec l'œil d'un observateur indépendant.

judgment on the latter. To assess the AV of a CWP in one's own country, it is necessary, initially, to define indicators for measurement and evaluation of the added value. Assessment is made while referring to the following assessment criteria:

Relevance

The general objective of CWPs is to contribute towards improving the governance of water, through the implementation of IWRM. This objective is in accord with the current problems in the water sector; but priority for most governments is access to drinking water: "To halve by 2015, the proportion of people without sustainable access to drinking water or basic sanitation". That means that for CWPs to be more credible and to meet the actual needs effectively, they must more focus their efforts on activities that relate to drinking water supply. CWPs will have more weight when they will concentrate on the problems of improvement of the public drinking water utility, not in terms of physical

La viabilité :

D'abord la viabilité financière, c'est à dire la probabilité de maintenir un budget raisonnable pour la poursuite des activités des PNE. Si certains pays, comme le Bénin, n'éprouvent aucune difficulté pour mobiliser les ressources financières au profit de leur PNE, d'autres ont du mal à trouver des créneaux de financement. La viabilité financière est une condition indispensable, mais pas suffisante pour créer la valeur ajoutée. On peut avoir de l'argent et ne jamais atteindre l'objectif visé si cet argent est mal géré.

L'autre sous critère est la viabilité institutionnelle, c'est à dire le degré d'engagement de la part des parties prenantes, les relations des PNE avec les institutions étatiques en charge de l'eau (parfois en conflit dans certains pays), la qualité des ressources humaines, etc.

Au regard de tout ce qui précède, je pense qu'il y a un travail énorme à faire, afin de mettre au point des instruments spécifiques adaptés à l'évaluation de la contribution des PNE en terme de VA. Je suggère pour cela un canevas d'évaluation pour apprécier la valeur ajoutée des PNE dans les pays respectifs. Ce canevas devrait s'appuyer sur un modèle de Cadre Logique du programme

creation of infrastructures, but in bringing their synergies in supplement of governmental actions and improve sustainably the effectiveness of public drinking water utility. CWPs must also make an effort towards implementation of their actions, to show the link between IWRM and MDGs, knowing that water is essential for achieving all the Millennium Development Goals.

Impact:

What major changes have you noted in each respective country's water sector compared to the initial situation, regarded as reference? And what share is attributable to CWPs' action?

One can realize that the question is not simple and that an investigation on the ground must be carried out with an independent observer's eye.

Sustainability:

First, financial sustainability, that is to say probability of maintaining a reasonable budget for the continuation of CWPs' activities. If some countries, like Benin, do not have any difficulty in



Gnipale KONLANI

securing their financing in the short and mid terms. I had the feeling that we should "reconsider the role of CWPs". There were also experience sharing and interesting elaborations of specific topics like the right of access to water. Overall, all these debates were extremely enriching. I am completely satisfied.

How do you assess the added value of CWP in the respective countries?

Assessing the added value of CWPs is an interesting point. What is the use of a CWP if it cannot generate an added

value? For a given country, assessment can relate to all the activities undertaken by the CWP over its time of existence (post-ante evaluation). Time varies from one CWP to another, the oldest CWP having reached approximately 6 years of age while the youngest was 7 months on 21 June 2007. Assessment itself is not an easy matter to achieve. A priori one should be satisfied with the statements made by the representatives of CWPs in each country. In Benin it works, in Mali too, Togo CWP is only at its beginning and it would be difficult to pass a value



d'actions des PNE où les indicateurs objectivement vérifiables seront clairement définis.

Dites nous ce que vous pensez sincèrement du GWP/AO. Le GWP AO est-il une plate forme qui apporte quelque chose à la gouvernance de l'eau dans la sous-région ?

Si le GWP/AO n'avait pas existé, l'Afrique de l'Ouest n'aurait probablement pas atteint son niveau actuel en matière de diffusion

d'informations, de partage de connaissances, de renforcement de capacités (formation de jeunes cadres à Stockholm par exemple). Même si des difficultés subsistent encore sur certains aspects précis, on peut noter des avancées notables dans la connaissance du concept GIRE, sa mise en œuvre opérationnelle au niveau national avec la mise en place progressive des PNE, la volonté d'éviter ou de régler les problèmes autour des cours d'eau partagés entre plu-

sieurs pays. C'est la raison pour laquelle je pense que la présence du GWP AO est très utile pour la sous-région et qu'il joue et jouera un rôle fondamental dans l'amélioration de la gouvernance de l'eau en Afrique de l'ouest.

Y'a-t-il un point de l'ordre du jour qui a particulièrement retenu votre attention ? Pourquoi ?

Le point sur les conditions d'accréditation a retenu mon attention. Je pense qu'il faudrait que tous les

pays acceptent de se conformer à ces règles en les considérant comme de simples formalités, cela éviterait d'entraîner une bipolarisation du débat.

La question du renouvellement du collège est une question sensible, il faut constamment veiller à ce qu'il y ait un équilibre géopolitique entre des pays afin de maintenir la confiance et l'harmonie pour que vive longtemps le partenariat.

Vos suggestions pour la tenue des prochaines AG du GWP Afrique de l'Ouest ?

L'AG proprement dite pourrait se dérouler en 3 jours au lieu de 2. Cela donnerait un peu plus de temps à tout le monde de s'exprimer au cours des débats, car j'estime que certains aspects ont été occultés lors des présentations. C'est par exemple la présentation du rapport moral et financier qui a été très rapide.

Gninpale KONLANI
Membre du CST PNE-Togo

mobilizing the financial resources for their CWP, others do not find funding crenels easily. Financial sustainability is an essential condition, but not sufficient to generate added value. One may have money and never achieve the

pursued goal if this money is managed poorly.

The other subcriterion is institutional sustainability, that is to say the degree of commitment of stakeholders, the relationships of CWPs with the official institutions in charge of water (sometimes in conflict in some countries), the quality of human resources, etc.

Taking into consideration all that precedes, I think that there is a huge job to do in order to develop specific instruments adapted to the assessment of CWPs contribution in terms of AV. I suggest for that an evaluation framework to assess the added value of CWPs in the respective countries. This framework should be based on a type Logical Framework of CWPs action plan in which objectively verifiable indicators will be clearly defined.

Tell us what you sincerely think of GWP/WA. Is GWP WA a platform that contributes some-

thing to the governance of water in the subregion?

If GWP/WA had not been in existence, West Africa would probably not have achieved its current level as regards dissemination of information, knowledge sharing, and capacity building (training of junior managers in Stockholm for example). Even if difficulties remain on some specific considerations, one can note significant progress in knowledge of IWRM concept, its operational implementation at the national level with the progressive installation of CWPs, the decision to avoid or resolve problems around shared rivers between several countries. This is why I think that the presence of GWP WA is very useful for the subregion. It plays and will play a fundamental role in the improvement of water governance in West Africa.

Is there an item on the agenda, which particularly held your attention? Why?

The point on the conditions of accreditation caught my attention. I think that all the countries need to agree to

adhere by these rules by regarding them as simple formalities that would avoid a bipolarisation of the debate. The issue of the renewal of college is a significant question, geographical balance between countries should be constantly ensured in order to maintain confidence and harmony so that the partnership lives long.

What are your suggestions for the next GAs of GWP West Africa?

GA itself may hold in 3 days instead of two. That would give everyone a little more time to express oneself during debates, because I deem that some aspects were overshadowed during presentations. For example, the presentation of the moral and financial report that was rather very fast.

Gninpale KONLANI
Member of Togo – CWP STC



Que retenir de la mise en place des PNE dans la région ?

Cette synthèse régionale donne une idée générale de la situation des différents Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) mis en place dans la région. Elle a été réalisée à partir des informations collectées à travers de questionnaires dans les pays juste avant la réunion des PNE en août (Stockholm) et en novembre 2006 (Cotonou) et mises à jour.

Création

L'Afrique de l'Ouest compte à ce jour onze (11) Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) dont le premier a été créé en décembre 2001 au Bénin. En 2002, on assistera à la création de quatre nouveaux PNE au Burkina (février), au Sénégal (novembre), au Ghana et au Nigeria (décembre). Un seul sera créé au Mali en 2003. Le Niger emboîtera le pas en mars 2005. En 2006, il y a eu quatre nouvelles créations en Côte d'Ivoire (janvier), au Cap Vert (mai) et en Guinée (octobre). Le Togo a bouclé l'année en tenant son AG constitutive le 21

Organes Statutaires

novembre.

Conformément aux lignes direc-

trices générales, tous les PNE de la région à leur création se sont dotés d'organes statutaires qui se résument en :

- Assemblée Générale, organe suprême,
- Comité de Pilotage/ Conseil d'Administration (CA) ;
- Comité de direction/ Secrétariat Permanent
- Le Comité Scientifique

La structuration des PNE n'est pas uniforme. C'est pourquoi l'appellation de certains organes diffère selon le pays.

Tous n'ont pas un comité scientifique (comme au Ghana ou au Nigeria). Il est vrai que le Comité Technique était supposé être mis en place si et seulement si un rôle clair est défini, et les perspectives de mise en œuvre de ses activités sont bonnes.

Fonctionnement des organes :

Depuis leur création, seuls deux ou trois PNE ont tenu régulièrement des Assemblées Générales de Partenaires. Pourtant, les documents constitutifs (statuts) de tous les PNE indiquent que l'AG est l'organe qui regroupe tous les partenaires et doit se réunir au moins une fois par an. A l'occasion de l'AP de Lomé, à l'exception du Cap Vert, la Guinée et le Togo

dont le PNE n'avait pas plus d'une année d'existence, tous les autres ont tenu leur Assemblée de Partenaires.

Par contre, tous les anciens PNE (créés avant 2005) tiennent de manière plus ou moins régulière les réunions de leur comité directeur pour discuter de différents thèmes concernant le fonctionnement du PNE.

Ce sont les Secrétariats Exécutifs qui doivent rendre les PNE réellement opérationnels. Il existe un Secrétaire Exécutif au Bénin plus une chargée de communication et de la formation, un Secrétaire Exécutif au Sénégal, un au Mali, en Côte d'Ivoire, au Burkina, en Guinée, au Cap Vert, un Secrétaire Exécutif et une assistante administrative au Ghana. Le Niger vient de recruter son Secrétaire Exécutif. La plupart des Secrétaires Exécutifs sont recrutés à



What do we learn from the establishment of CWPs in the region?

This regional synthesis gives a broad idea on the situation of various Country Water Partnerships (CWP) established in the region. It was written from information collected through questionnaires sent to countries before the CWP meetings in August (Stockholm) and in November 2006 (Cotonou) and updated.

Establishment

In West Africa, there are 11 Country Water Partnerships. The first one was established in December 2001 in Benin. In 2002, four new CWPs were created in Burkina (February), in Senegal (November), Ghana and Nigeria (December). Only one was created in Mali in 2003. Niger CWP was launched in March 2005. In 2006, there were four new creations in Côte d'Ivoire (January), in Cape Verde (May) and in Guinea (October). Togo ended up the year and held its constitutional meeting on 21 November.

Statutory bodies

In accordance with the general guidelines, all the CWPs of the region at their creation set up statutory bodies, which come down to:

- The General Assembly/Assembly of Partners, supreme body,
- The Steering committee/ Board of directors (BD);
- The Management committee/Permanent Secretariat
- The Scientific Committee

The CWPs structures are not uniform. This is why the name of some bodies

differs from country to country.

They do not all have a scientific committee (as in Ghana or in Nigeria). It is true that the Technical Committee was supposed to be set up if and only if a clear role is defined, and the prospects for implementation of its activities are good.

Operation of the bodies:

Since their establishment, only two or three CWP were holding regularly their Assembly of Partners. But the constitutional documents (statutes) of all CWP state that the AP is the body which gathers all the partners and must meet at least once a year. Otherwise, all the old CWPs (created

before 2005) are holding more or less regularly meetings of their management committee to consider various issues concerning the CWP operation. In fact, the Executive Secretariats are the bodies set up to make CWPs operational. There is one Executive Secretary in Benin plus a communication and training officer, one Executive Secretary in Senegal, one in Mali, in Côte d'Ivoire, in Burkina, in Guinea, in Cape Verde, one Executive Secretary and an administrative assistant in Ghana. Niger has just recruited its Executive Secretary. Most Executive Secretaries are recruited on full-time basis. Making operational CWPs Permanent/ Executive Secretariats is a significant point that should be fixed to have viable country units.

plein temps. L'opérationnalité des Secrétariats permanents/exécutifs des PNE est un point important qui doit être résolu pour rendre les PNE viables.

Programmes de travail

A l'image de la région et du GWP, tous les PNE ont un programme de travail 2004-2008 calqué sur le modèle général du GWP avec les cinq (05) résultats programmatiques. C'est de cette stratégie 2004-2008 qu'est tiré un programme de travail de l'année en cours. *Les documents n'indiquent rien (sauf au Sénégal) sur la mise en œuvre de ces programmes de travail annuels et des moyens disponibles pour cela.*

Institutions hôtes

Comme il ressort des directives générales pour la mise en place des PNE, ceux mis en place en Afrique de l'Ouest ont tous choisi une institution au niveau national pour les abriter. Au Bénin, Mali, Sénégal, Niger et Togo, les PNE ont pour institutions hôtes le centre national du CREPA. Au Burkina le PNE est abrité par une ONG, au Cap Vert c'est une structure gouvernementale (INGRH) qui est l'institution hôte tandis



qu'en Côte d'Ivoire, c'est une structure privée (SODECI). Le PNE Guinée a choisi une institution du système des Nations Unies (PNUD).

A ce niveau, la pratique de tous les jours nous indique certaines difficultés qu'il est bon d'aborder de manière spécifique (crédibilité, disponibilité, difficulté de collaboration, etc.).

Documents d'information et de sensibilisation

En matière d'édition de documents, on note d'importantes publications telles : les newsletters du PNE Côte d'Ivoire, le manuel sur l'eau, l'hygiène et la santé à l'adresse des enseignants du primaire, la valise à outils sur

la GIRE avec un guide d'utilisation du PNE Bénin qui représentent des moyens significatifs pour la promotion de la gestion intégrée de l'eau dans la sous région. Le PNE-MALI a confectionné en 2006 un Calendrier et un dépliant sur le Partenariat National de l'Eau sur l'organisation, les objectifs, les missions et l'adhésion au Réseau du GWP.



Work plans

Just like the region and the GWP, all the CWP's have a 2004-2008 work plan developed on the general model of the GWP with five (05) programmatic outputs. A work plan for the current year is drawn from this 2004-2008 strategy. *Documents do not indicate anything (except in Senegal) on the implementation of these work plans and the means available for that.*

Host institutions

As it arises from the general directives for the installation of CWP's, those set up in West Africa have all chose a host institution at the country level. In Benin, Mali, Senegal, Niger and Togo CWP's have CREPA national centres as host institutions. In Burkina the CWP is hosted by an NGO, in Cape Verde a governmental structure (INGRH) is the host institution while in Côte d'Ivoire, it is a private structure (SODECI). Guinea CWP chose one institution of the United Nations system (UNDP).

In this regard, the daily practice shows us some difficulties, which have to be specifically addressed (credibility, availability, collaboration, etc.).

Information and awareness raising documents

As regards edition of documents, one can see significant publications such as: newsletters of Cote d'Ivoire CWP, the Manual on water, hygiene, and health for teachers of primary education, the IWRM toolbox with a user's guide of Benin CWP, which represent significant resources for the promotion of integrated water management in the subregion. Mali CWP produced in 2006 a Calendar and a leaflet on the Country Water Partnership, on the organisation, the objectives, the missions, and membership to the GWP Network.

Contribution of the partners

Concerning the contribution of national partners (NGOs, private sector, administration, training and research

Contribution des partenaires

Concernant la contribution des partenaires nationaux (ONG, secteur privé, l'administration, instituts de formation et de recherche...), elle se manifeste non seulement, à travers leur participation active aux rencontres, aux ateliers et séminaires organisés par les PNE, mais aussi avec l'appui politique des Etats à travers leurs directions techniques. Dans certains pays, on assiste à une franche collaboration entre PNE et leurs partenaires du monde des ONG, du secteur privé, de l'administration et des instituts de formation et de recherche. Au Bénin, par exemple, certains partenaires paient des cotisations pour leur participation au PNE et bénéficient de formations initiées par le PNE. C'est le cas aussi en Côte d'Ivoire où tous ces secteurs apportent leur concours au nouveau PNE.

Attentes majeures des PNE vis-à-vis du GWP Afrique de l'ouest

De ce fait, les PNE attendent du GWP Afrique de l'Ouest une mobilisation des ressources financières et un appui technique pour

institutes ...), it appears not only through their substantive participation in meetings, workshops and seminars organised by the CWP, but also with political support from government through their engineering departments. In some countries, one can see an honest collaboration between CWPs and their partners in the NGO world, the private sector, the administration and the training and research institutes. In Benin, for example, certain partners pay contributions for their participation in the CWP and enjoy training courses initiated by the CWP. This is also the case in Côte d'Ivoire where, all these sectors assist the new CWP.

CWP major expectations from GWP West Africa

Therefore, the CWP expect GWP West Africa to raise financial resources and bring technical support for a smooth operation of their structures. Training needs for capacity building as well as institutionalization of the annual meetings of CWP chairs were raised.

le bon fonctionnement de leurs structures. Des besoins de formation pour un renforcement de capacité ainsi que l'institutionnalisation des rencontres annuelles des présidents des PNE ont été évoqués.

Les attentes se présentent globalement comme suit :

- **Communication** : le développement et la mise en œuvre d'un programme régional de communication sur la GIRE. Mettre en place un Réseau pour l'Afrique de l'Ouest des journalistes spécialisés dans l'information sur la GIRE et le développement durable. Par la formation des journalistes et les agents des médias (y compris en langues nationales), les populations pourraient être plus sensibilisées.
- **Résolution des conflits** : Le développement et l'exécution d'un programme régional de renforcement des capacités sur la gestion des conflits liés aux ressources naturelles.
- Promotion des échanges entre les partenariats nationaux de l'eau des pays voisins à travers un cadre transfrontalier de dialogue entre les acteurs.
- Mise en place d'un cadre spécifique de concertation pour la prise en compte de problèmes au niveau local des usagers de l'eau, la gestion des ressources en eau en situation de crise avec comme sous-basement l'expérience de la Côte d'Ivoire, les interventions du gouvernement, du secteur privé et des ONGs.
- La substance de la GIRE : il y a un besoin de développer le contenu de la GIRE à travers les **visites d'études** sur les meilleures pratiques, l'information sur les meilleures technologies pour l'approvisionnement en eau dans les communautés rurales/urbaines pauvres.



Expectations arise overall as follows:

- **Communication**: Development and implementation of a regional program of communication on IWRM. Set up a regional network of journalists specialized in the investigation on IWRM and sustainable development. Through the training of journalists and media workers (also in national languages), population awareness could be raised.
- **Conflict resolution**: Development and implementation of a regional capacity building program on the management of the conflicts related to the natural resources.
- **Promotion of exchanges between National Water Partnerships of neighbouring countries through transboundary framework of dialogue between actors.**
- **Set up specific consultation framework to take into account concerns of water users at local level, the water management in situation of crisis, as in country experience of Ivory Coast, interventions of the government, private sector and NGOs;**
- **IWRM in substance: there is a need for developing the content of IWRM by study visit on best-practices, information on best technology for water supply in rural /urban-poor communities**
- **Capacity building: specific CB programmes have to be developed according to the following specific targets: local councillors for a better involvement in the elaboration process of programs of hydraulic works construction and water management, water point/ways management committee members, basin committee members, CWP members, local water stakeholders, policy makers. IWRM should be integrated in school curricula and relevant insti-**

Difficultés quotidiennes

Les PNE sont confrontés à d'énormes problèmes qui tournent essentiellement autour :

- de la disponibilité des membres (manque de motivation) : le travail de bénévolat a ses limites, donc, il faut trouver des moyens de motivation des personnes engagées dans le travail des PNE
- du manque de personnel : absence de personnel d'appui au niveau du Secrétariat Exécutif. L'effectif limité du personnel du Secrétariat Exécutif ne permet pas à l'antenne nationale de vivre la proximité requise avec les acteurs à la base qui sont confrontés à divers problèmes liés à l'eau, de faire un

meilleur suivi des activités initiées et d'évaluer périodiquement leurs impacts.

- de la logistique (équipements) : le manque de matériel roulant reste un obstacle majeur pour la bonne marche des activités et un frein pour l'autonomie du Partenariat
- des difficultés financières : il y a un manque de moyens financiers pour impulser des actions de démonstration GIRE sur le terrain.

Des efforts remarquables ont été

Contribution à l'amélioration de la gouvernance

consentis par les PNE pour faire la promotion des principes de la GIRE et de la gouvernance de l'eau dans les pays. Dans beaucoup de cas, cela a abouti à certaines réformes dans la législation

relative à la gestion des ressources en eau. C'est ainsi que plusieurs PNE (Niger, Burkina, Mali) siègent au sein de l'instance suprême d'orientation des décisions en rapport avec la gestion des ressources en eau. D'autres comme en Côte d'Ivoire, malgré leur jeunesse, sont reconnus comme des partenaires stratégiques avec qui un protocole d'accord a été signé. Dans les pays qui bénéficient de programmes du GWP (PAWD, programme de gouvernance), les PNE sont au centre de la mobilisation sociale et appuient le gouvernement à donner une autre perception de la gestion des ressources en eau et veillent à l'intégration de la GIRE dans les plans nationaux de développement.

Une contribution fondamentale est la proximité à laquelle les PNE veulent jouer à travers la mise en place des relais à l'intérieur des pays pour s'approcher des usagers

à la base. On note ainsi, dans certains cas une volonté grandissante des maires et des communautés locales à introduire les principes de GIRE dans les projets et programmes de développement grave au travail de sensibilisation et d'information du PNE.

La célébration de la journée mondiale de l'eau dans certains pays donne l'occasion à certains PNE de contribuer au plaidoyer pour la bonne gouvernance de l'eau.

Les PNE offrent un cadre de concertation entre les différents acteurs de l'eau contribuant à faciliter les échanges d'idées, d'expériences, d'informations.

Certains PNE ont aidé à accroître la **sensibilisation** sur le besoin d'une approche holistique pour gérer les questions de l'économie liées à l'eau et les secteurs connexes. Les PNE ont contribué à la sensibilisation autour de quelques aspects importants de la GIRE comme les effets négatifs de la pollution de l'eau et des sources d'eau, les conditions pour pérenniser les ressources en eau, le lien entre l'eau et la pauvreté comme au Mali, Bénin ou le Sénégal. Dans tous les pays où le PNE est actif, une prise de conscience politique autour des activités du GWP a été observée.

Synthèse de Sidi Coulibaly



tutes for trainers training.

Development of an observatory to follow-up MDG achieving in the water sector qualitatively and quantitatively

Daily difficulties

CWPs are facing problems that turn around:

- Availability of members (lack of motivation): Volunteer work has its limits, therefore, means to motivate people engaged in the CWP work will have to be found
- Staff shortage: the secretariats are lacking personnel. Limited workforce of the Executive Secretariat does not allow national branch to be close to the grassroots actors who are confronted with various water related problems, to better monitor activities initiated and to periodical-

ly evaluate their impacts.

- Logistics (equipment): lack of a vehicle is a major obstacle for the smooth operation of activities and a brake on the autonomy of the Partnership;
- Financial difficulties: Lack of financial resources to impel IWRM demonstration actions on the ground.

Contribution to governance improvement

Significant efforts were agreed by CWPs to make the promotion of IWRM principles and water governance in the countries. In many cases that led to some reforms in legislation relating to water resources management. Thus, several CWPs (Niger, Burkina, Mali) sit within the supreme orientation

authority of the decisions related to water resources management. Others as in Côte d'Ivoire in spite of their younger age, are recognized as strategic partners with whom a draft-agreement was signed. In the countries which use GWP programmes (PAWD, water governance programme), CWPs are in the core of social mobilization and support governments to give another perception of water resources management and see to the integration of IWRM in country development plans.

A fundamental contribution is the proximity, which CWPs want to play through the installation of relays inside the countries to get closer to grassroots users. So, we notice in some cases a growing will of mayors and local communities to introduce IWRM principles in development plans and projects due

to the information and sensitisation done by the CWP.

The celebration of the World Water Day in some countries offers the opportunity to some CWPs to contribute to advocacy for good governance of water.

CWPs offer a collaborative framework for various water actors contributing to facilitate ideas, experiences, information sharing.

Some CWP helped to increase **awareness** of the need for a holistic approach to handling matters on water and water-related sectors of the economy. CWP has contributed in raising awareness around some important aspects on IWRM such as the negative effects of pollution of water and water sources, the conditions for sustaining water resources, the link between water and poverty like in Mali, Benin or Senegal. In all the countries where CWP are active, there is somehow some political awareness around GWP activities.

Synthesis of Sidi Coulibaly